

Arsenal
la revue
du M6M



mouvementdusixmai@gmail.com

«La République Une et Indivisible, c'est notre royaume de France.»
(Charles Péguy)

LA REVUE DE L'**Arsenal**
MENSUEL N°1 - JUIN 2013
ORGANE MILITAIRE DU M6M

mouvementdusixmai@gmail.com - GSM : 06 59 59 16 35

3€

Le grand mécontentement

**L'inévitable
retour du
service
militaire**

L'armée 2013 et les francs-maçons



Editorial

Recrutons des geeks !

L'opération Serval au Mali est l'illustration d'une opération militaire classique. Mais même dans son cadre, semble-t-il, des attaques informatiques viennent de viser des sites de Défense français. Et alors que les conflits dont les armes sont informatiques se multiplient, il est désormais question de la création officielle d'une cyber-armée française.

De nombreux militaires furent aperçus dans les allées du FIC, le Forum international de la cybersécurité, à Lille. L'un d'eux, le général Eric Bonnemaïson, directeur adjoint des Affaires stratégiques au ministère de la Défense, a eu cette phrase ce lundi : *"une clé USB défaillante peut faire plus de dégât qu'une bombe de 250 kg"*. Ce que confirme un officier en poste au Kosovo il y a quelques années, quand les ordinateurs de l'état major multinational ont presque tous planté. Un virus dont on a jamais su l'origine... C'est ensuite l'offensive couplée en Géorgie de la Russie qui a provoqué l'étincelle chez les militaires français : attaque classique aviation et char, précédée d'un cyber brouillard très efficace pour paralyser les ordinateurs géorgiens.

Ces derniers mois, l'Etat major, à Paris, a multiplié les réunions confidentielles. Il en fut question à l'Ecole militaire, quelques mois après la publication du rapport Bockel. Y aura-t-il enfin la création d'une cyber-armée ? Dans les faits, elle est bien en cours de constitution. Avec déjà de nombreux bataillons mais aux effectifs que Jean-Marie Bockel lui-même a considéré insuffisants.

L'Agence nationale de sécurité des systèmes d'information (ANSSI), qui dépend de Matignon, a des missions complétées par celles du Centre d'analyse en lutte informatique défensive (Calid).

Des troupes de la Direction Générale de l'Armement seront bientôt renforcées en Bretagne par 200 spécialistes supplémentaires. Pendant que les officiers viennent eux de gagner une première chaire de cyberdéfense à Saint-Cyr (vidéo). Sans oublier les services de renseignement via notamment la Direction de la Protection et de la Sécurité de la Défense.

Le ministère de la Défense a passé un premier partenariat avec EADS et ses principaux sous traitants français : des PME considérés comme sensibles mais qui n'ont pas forcément les moyens d'une sécurité suffisamment efficace, en particulier dans le cyberspace.

En effet, certains tests d'intrusion effectués en France l'année dernière ont montré des failles inquiétantes. Sans parler d'attaques qui ont fait mouche : Areva, Bercy, le site public de la DICOD, la direction de la communication de l'armée, le week end dernier, et même semble-t-il l'Elysée.

Mais il y a eu pire, via les virus Stuxnet ou Flame. Sans oublier l'attaque de la compagnie pétrolière saoudienne Aramco l'été dernier qui a détruit les disques durs de 30.000 ordinateurs de la société ! Plusieurs pays ont donc déjà de longue date établi leur cyber-armée. Et les forces actives informatiques, et de plus en plus souvent revendiquées, se multiplient, comme en Iran et en Israël. Sous l'impulsion en particulier des Etats-Unis, qui bénéficieraient en la matière d'un budget équivalent à celui de la dissuasion nucléaire française.

Les Chinois ont également souvent cités et on peut penser que les Indiens et les Pakistanais ne sont pas en reste. Un cocktail cyberexplosif pour des conflits déjà en cours. Alors recrutons vite des centaines de geeks boutonneux qui ne sortent plus de leur chambre, ce sont les guerriers du futur !

En un an, les socialistes ne sont pas parvenu à sortir l'armée de son trouble. Bien au contraire...

Le grand mécontentement

Face au Grand Orient, se dessine un grand mécontentement. La situation de la Défense est entrée dans une phase critique qui pourrait déboucher sur une crise sociale, capacitaire, et morale sans précédent historique. L'institution militaire sera vraisemblablement la principale victime de la politique ultra-récessive poursuivie par le gouvernement Ayrault. L'armée de terre sera la plus touchée, mais la Marine et l'armée de l'air auront aussi leurs lots.

LES RATÉS DE LOUVOIS

Le volet le plus sensible politiquement et médiatiquement est d'abord celui des soldes non versées lié aux dysfonctionnements chroniques qui affectent le logiciel bien mal-nommé Louvois, du nom de l'énergique ministre de la guerre de Louis XIV. Problème récemment qualifié d'"invraisemblable" par le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, lui-même. Dans la continuité de la politique de rationalisation budgétaire actée par la Révision générale des politiques publiques (RGPP), le ministère de la Défense a décidé la mise en place de plusieurs systèmes d'information de "ressources humaines" (SIRH). Dans l'armée de terre, ce système d'information a été baptisé Concerto. Louvois (Logiciel unique à vocation interarmées de soldes) est la déclinaison du volet "salaires" de l'ensemble des SIRH des armées (Rhapsodie pour la Marine, Orchestra pour l'Armée de l'Air, Agorha pour la Gendarmerie). Problème : ce logiciel vendu à prix d'or et dont la maîtrise d'oeuvre et la maintenance sont assurées par l'entreprise Steria, ne fonctionne pas. Depuis le raccordement de Louvois à Concerto et le basculement unilatéral de la gestion des soldes en octobre 2011, les ratés du système perdurent et se multiplient : frais de déménagement non remboursés, indemnités de campagne non perçues, soldes non versées, ou versées avec six mois ou un an de délai, ou alors versées de manière aberrante (seul un cinquième du salaire est perçu), autant d'accrocs dus à la pléiade de bugs qui affectent Louvois.

La conséquence directe est une précarisation radicale des familles : une manifestation de femmes de militaires a eu lieu l'année dernière, première du genre, mais le mouvement a vite

été étouffé par les pressions exercées sur leurs maris. Résultat : certains militaires, qui attendent le versement de leurs soldes, sont ruinés, interdits bancaires et sont obligés d'emprunter pour rembourser des crédits déjà contractés alors même qu'ils ne sont plus payés ! Dans les cas les plus extrêmes, leurs femmes divorcent pour acquérir un statut de femme seule et toucher des allocations.

L'affaire des soldes pourrait, à condition de se cantonner à une lecture de surface, ne relever que d'un simple bug. En réalité, le problème pourrait aller bien au-delà du raté informatique et concerner aussi la trésorerie de l'Etat. Les capacités d'emprunt auprès des marchés s'épuisant avec la crise, la priorité va au paiement des salaires des institutions syndiquées et dotées d'une forte capacité de nuisance médiatique (Education nationale), à l'inverse exact des militaires. Officiellement 10 000 dossiers sont en attente de traitement dans l'armée de terre (chiffre reconnu par le ministère). En réalité l'ensemble de la chaîne des soldes (troupe, sous-officiers et officiers) est impactée (120 000 bulletins de soldes touchés) et le chiffre réel pourrait atteindre 30 % des effectifs totaux.

Pire, ces ratés touchent en majorité des militaires qui sont sur le point de partir en opérations ou qui en reviennent (60 % des dossiers). Là encore, impossible de faire la lumière sur le nombre exact de militaires touchés puisque le ministère n'en a aucune idée précise et vient de lancer un appel aux parlementaires pour faire remonter les doléances.

STERIA, UN FOURNISSEUR FRANC-MAÇON ?

Sur le fond, une autre hypothèse se fait jour : les ratés de Louvois pourraient relever d'une stratégie mise en place par les grandes entreprises de conseil (largement maçonniques) qui ont vendu ces logiciels de gestion intégrée pour démontrer au gouvernement l'incapacité des services de l'Etat à faire fonctionner des systèmes aussi complexes et obtenir une externalisation totale de leur gestion (Louvois est géré en interne par les services de ressources humaines du ministère qui sont épaulés par des équipes de Steria). Paradoxe ? L'Etat envisagerait de confier la totalité de la gestion du parc informatique du ministère à Steria.

Uniquement guidée par ses restrictions budgétaires continues, l'armée ne sait plus où elle va...

Aucune sanction financière n'a pour l'heure été prise contre l'entrepris, ce qui ne laisse pas d'interroger, tout comme l'absence de réactivité du contrôle général des armées, pourtant censé superviser et auditer ce type de dossier. Dans un contexte aussi opaque, il est de toute façon impossible de détailler avec exactitude les responsabilités de chacun. Seule une commission d'enquête parlementaire serait en mesure de le faire.

On notera que seul l'ex-chef d'état-major de l'armée de l'air, le général Paloméros, constatant ces défaillances à répétition, a eu le courage de refuser le passage à Louvois.

L'INDUSTRIE NE SUIVRA PLUS

La situation financière critique du ministère de la Défense recoupe également le problème des délais de paiement (9 à 18 mois en moyenne) aux PME de Défense (qui ont souvent pour seule clientèle l'Etat). La conséquence est que les PME n'ont pas les fonds de roulement nécessaires pour survivre à de tels délais et que la crise faisant, les banques ne prêtent plus.

A cela il faut ajouter la perspective d'une contraction inéluctable des commandes de l'Etat liée aux coupes budgétaires dans les équipements. 211 millions d'euros avaient déjà été annulés sur la mission Défense 2011 pour rembourser une partie des 460 millions d'euros dus à Taïwan dans l'affaire des frégates après le rendu de l'arbitrage international. Pour le budget 2013, plus de 1,8 milliard pourraient être annulés ou décalés sur un total de 5,5 milliards. Il est à craindre que le tissu industriel des PME de Défense, déjà précarisé et très faiblement soutenu par l'Etat (à l'inverse de la politique pratiquée en Allemagne), risque à court terme la mort clinique. L'autre incidence de cette rétractation budgétaire est que l'effort de recherche et développement de programmes indispensables à notre autonomie stratégique, comme celui d'une capacité "drone", va être dramatiquement entravé, entraînant l'achat sur étagères de Reaper américains.

LE "DÉPYRAMIDAGE" ET LE GEL DES AVANCEMENTS

Autre dossier brûlant : le gel de 30 % des avancements. Matignon a enjoint début septembre, via une lettre de cadrage, le ministère de la Défense d'impulser une politique de dépyramidage brutale de

la structure de ses effectifs et pour ce faire de réduire du tiers les volumes d'avancement de ses personnels militaires sur les trois prochaines années. C'est l'autre bombe à retardement avec l'affaire des soldes : plus de perspective d'avancement au grade, plus d'augmentation salariale pour un tiers des militaires. Du jamais vu. Une politique de dépyramidage courageuse consisterait à acter une loi de dégageant de cadres (trop de colonels et de généraux en proportion par rapport aux officiers subalternes, sous-officiers et troupe) et à ponctionner dans les avantages du régime spécial de la 2e section (5 500 généraux en retraite dite "active", soit l'équivalent d'une brigade de réserve, pour seulement 95 rappels annuels). Le ministère ne s'y risquera sans doute pas car, contrairement à un sergent ou à un lieutenant, les généraux ont un poids politique (en interne) et une telle option susciterait des mouvements de solidarité redoutables dans un milieu pourtant sociologiquement marqué par l'individualisme.

Au final, on ne peut que constater avec dépit l'inefficacité totale de la politique de rationalisation engagée avec la RGPP de 2008. Au lieu de baisser comme prévu, la masse salariale de la Défense a augmenté : à mesure que le ministère ponctionnait dans les effectifs opérationnels, il a embauché des hauts fonctionnaires civils (+1 438 depuis 2008) comme le rapportait la Cour des comptes en juillet dernier.

L'EMPILEMENT DES RÉFORMES NON MENÉES À TERME ET CELLES À VENIR

A ce contexte déjà tendu, il faut ajouter les problèmes liés à l'empilement des réformes depuis 2008. Une réduction de 55 000 personnels de la Défense avait déjà été actée par le Livre blanc passé. La Défense supportera ainsi 60 % des réductions de postes dans la fonction publique pour l'exercice 2013 : 7 234 supprimés sur les 12 298 au total. De surcroît, la refonte de la carte réglementaire (dissolution de dizaines de régiments, parfois décidée en fonction de calculs purement politiques) qui a abouti à la création des Bases de défense, censées centraliser au niveau régional la gestion logistique et financière des emprises, et qui a été menée en fonction de postulats purement technocratiques, a abouti à créer des usines à gaz et



à promouvoir un chaos gestionnaire. Les BdD ne fonctionnent pas et il est également prévu de réduire leur nombre initialement prévu (90).

Sur les difficultés non digérées des réformes passées vont enfin se greffer celles des réformes à venir et qui seront entérinées par le Livre blanc à paraître en février prochain.

Si pour l'heure, ces perspectives ne relèvent que des secrets d'alcôve qui agitent les couloirs de la Commission du Livre blanc, elles semblent déjà quasi actées : le gouvernement projeterait de supprimer une annuité budgétaire complète sur la période 2014-2020, c'est-à-dire pas moins de 30 à 40 milliards sur les 220 milliards prévus sur la période par le Livre blanc! précédent. Une purge budgétaire qui serait corrélée à un projet de réduction de 30 000 postes opérationnels dans les armées (la quasi-totalité dans l'armée de terre, 3 000 dans la Marine et 2 000 dans l'armée de l'air)². Ce qui porterait les effectifs terrestres d'ici peu à un volume équivalent à celui de l'armée de terre britannique (80 000 hommes). Jamais l'armée française n'aura connu un volume de forces aussi faible dans son histoire depuis la Révolution.

C'EST L'ARMÉE MEXICAINE

Aucune des lois de programmation militaire décidées par les gouvernements de droite et de gauche, et qui sont pourtant censées fixer le cap stratégique des armées et sanctuariser les investissements budgétaires, si cruciaux pour maintenir un modèle d'armée cohérent, n'ont été respectées depuis la professionnalisation de 1996. L'horizon d'un tel processus est clair : un effondrement radical des moyens humains et matériels de nos forces, un format d'armée mexicaine (l'armée de terre compte actuellement 173

général en 1re section pour un effectif de moins de 110-120 000 hommes, là où le Marines Corps n'en recense que 81 pour un effectif quasi double de 220 000) avec une haute hiérarchie civile et militaire à peu près épargnée en raison de considérations politiques (puisque c'est elle qui exécute les réformes), un taux de disponibilité des matériels extrêmement faible, des forces incapables de se projeter hors des frontières et des programmes militaires vitaux qui ne pourront être pleinement financés (drones, renouvellement véhicules terrestres, développement d'une capacité de cyber-défense)

DÉCROCHAGE STRATÉGIQUE

La parade, qui consiste à tout miser sur un modèle d'intervention indirecte (formation à l'arrière de forces étrangères avec l'appui de notre aviation et de petits contingents de forces spéciales, comme ce qui est prévu au Mali et ce qui a été fait en Libye) et le renseignement, ne suffira pas à empêcher le décrochage brutal de notre influence géostratégique. Il se pourrait surtout que le Livre blanc acte définitivement l'idée de smart defense et de mutualisation des capacités nucléaires avec l'Angleterre (qui en tirera tous les bénéfices), achevant de décapiter ce qui restait de souveraineté stratégique à la France après la réintégration dans l'OTAN. La route du désastre est donc parfaitement balisée.

Comment expliquer cette pression extrême sur le budget de la Défense ? Très simplement par le fait que l'armée est la seule institution publique à ne pouvoir compter sur un contre-pouvoir syndical et que la politique se sent, en conséquence, autorisée à toutes les oukases. On pense notamment au scandale de la campagne double refusée jusqu'en 2011 aux militaires ayant servi en Afghanistan.

Louvois, notre cuirasser Potemkine ?

En Russie, la première mutinerie de la Révolution de 1905 débuta par de la viande avariée servie aux marins sur le cuirasser Potemkine... Dans la France molle de 2013, les bugs continuent dans le système de paiement des soldes Louvois, alors que le ministère de la défense avait promis de tout régler pour la fin 2012. Cinq mois plus tard, Louvois continue sa course de bateau ivre.

Plusieurs militaires n'ont rien touché ce mois-ci, d'autres ont touché moins de 100 euros ! Une épouse de militaire rapporte un cumul annuel pour impôts de près de 200.000 euros ! L'approche des déclarations d'impôts sème la zizanie dans les totaux. Déjà l'an dernier, Louvois a eu des impacts sur le niveau de tarifs des crèches, des cantines, fondées sur les déclarations d'impôts.

Le plus étonnant est qu'on connaît désormais le nombre de dossiers de militaires concernés par les trop perçus (70.000 environ) mais toujours pas le niveau du nombre d'erreurs. Car le Ministère rechigne à faire part des erreurs du système. Qui, lui, continue à en fabriquer.

Au numéro vert, 9.671 dossiers recensés n'ont toujours pas été traités. Le délai moyen serait de 42 jours ouvrés. Pour ce qui est du dispositif d'urgence, à ce stade, 9.154 militaires ont bénéficié de versements inférieurs à 5.000 euros, pour un total de 15,171 MEUR, et 2.002 autres, d'un versement de plus de 5.000 euros, pour un total de 12 MEUR.

Ces chiffres s'ajoutent aux retards de versements déjà constatés avant même la mise en service de Louvois : 114 millions d'Euros pour un total de... 130.019 dossiers : primes de ré-engagement et d'engagement, prime de rideau, etc.... Selon des témoignages convergents, les problèmes sont le plus aigus dans les unités du sud de la France, sans qu'on puisse comprendre véritablement à quoi cela tient. En un mot, ce sont les parachutistes qui sont le plus visés ! Plusieurs centaines de dossiers seraient en souffrance, rien que dans les unités de forces spéciales. En permanence en opérations, ces personnels sont particulièrement concernés par des bugs qui concernent, entre autres, les majorations liées aux opex, mais aussi les soldes à l'air.

Détail pas inutile, pour conclure : 557 chèques, totalisant la somme rondelette de 3,517 millions d'Euros ont été versés au ministère par des militaires concernés par des trop perçus. "Aujourd'hui aucun militaire n'a de manque à gagner par rapport à sa solde car nous avons mis en place un dispositif de paiement plus ancien et plus artisanal qui permet à chacun de vivre normalement. Le processus de fond n'est pas encore réglé, je m'y emploie pour remédier à ce fonctionnement anarchique et insupportable qui est indigne d'une nation comme la nôtre. Les moyens financiers ont été mis en place pour qu'aucun soldat ne soit en dette et ne soit en difficulté par rapport à sa solde." ment le ministre de la Défense pour calmer le jeu. alors que de plus en plus de questions sont posées par les sympathies maçonniques affichées par la direction de l'entreprise Stéria qui a vendu et entretient le logiciel....

En réalité, les anomalies s'accumulent. Et elles ne touchent pas que les militaires affectés par les fameux trop-perçus dont on parle beaucoup depuis quelques semaines et qui occultent les problèmes d'impayés (soi-disant en grande partie résolus par des paiements directs). Entre janvier et avril, les incidents techniques du logiciel aurait augmenté de 76%, le nombre d'appels à la plateforme de traitement des problèmes de 33%, le nombre de dossiers ouverts de 28%. Quant au temps de réponse, il s'allonge dramatiquement, selon des données officielles qui commencent à circuler.

Naturellement, il reste la possibilité de débracher Louvois mais ce serait pire car l'ancien logiciel est en bout de course... Alors il ne s'agit plus au Ministère de la Défense qu'à sinquiéter car Louvois frappe surtout et incompensablement dans le sud-ouest, où il met à cran les parachutistes et les Forces Spéciales..

Ce qui n'est pas très malin en période de crises multiples et insolubles....

C'est un grand gaillard qui a fait toute sa carrière dans l'infanterie de Marine qui prend le commandement du COS.

«Le Grand Saint Quentin» arrive au COS

Un gueule à la Garou avec de grandes rides de sourire, Grégoire de Saint Quentin a servi au 1er RPIMa une bonne partie de sa carrière.

Présent au Rwanda (1994) sous les ordres d'un chef charismatique, Jacques Rosier, il a été profondément marqué par cette tragédie, comme tous les soldats de sa génération.

Officier énergique et calme, d'une belle prestance, réputé pour des écrits prémonitoires lors de son passage à l'École de guerre, Saint-Quentin assure le commandement des éléments français basés au Sénégal et l'ensemble des opérations sur le théâtre malien.

Saint Quentin est un aussi un intellectuel qui n'hésite pas à emporter avec lui «l'Islam noir», de l'africaniste Vincent Monteil, pour préparer sa mission.



Le général Grégoire de Saint-Quentin, 52 ans, sera probablement le prochain patron du Commandement des opérations spéciales. Grégoire de Saint-Quentin n'appartient pas à la franc-maçonnerie, on le rattache plutôt au cercle des brillants officiers catholiques majoritaires chez les commandants d'unités opérationnelles.

Le général de Saint-Quentin commande actuellement l'opération Serval au Mali qui, du point de vue opérationnel, est un succès total accompli avec des moyens à l'ancienne, c'est à dire vêtus et reposant sur le système D à la Française....

Auparavant, Saint Quentin était à la tête des Eléments français au Sénégal (EFS) depuis 2011, c'est à ce titre qu'il a pris la responsabilité d'une opération tombée dans son jardin et au cours de laquelle les forces spéciales ont joué un rôle de premier plan.

Les Forces Spéciales, Saint-Quentin les connaît bien : il a notamment commandé le 1er RPIMa (2004-06) et servi au COS. "Paracolo", le "grand Saint-Quentin" comme on le surnomme dans les armées, a également servi au Rwanda, en 1994, au moment du déclenchement du génocide, ce qui lui vaut quelques persécutions de la part de quelques officines africaines proches des milieux maçonniques qui se méfient de ce général et qui lui firent vivre un enfer de convocations fantaisistes chez les juges anti-terroristes Bruguières et Trévidic sous le prétexte qu'il avait été le premier à se rendre sur les lieux du crash de l'avion du président Rwandais le 6 avril 1994....

Officier des troupes de marine, Grégoire de Saint-Quentin est commandant et assistant militaire technique à la mission militaire de coopération au Rwanda en 1994.

C'est un général de belle prestance qui va prendre le commandement des opérations spéciales COS. Le général de Saint Quentin est un officier opérationnel sympathique et secret à la fois.

Après un passage au COS (commandement des opérations spéciales) et à l'Etat-major des armées comme lieutenant-colonel, le colonel de Saint-Quentin est le chef de corps du 1er RPIMa de Bayonne, élément opérationnel des forces spéciales.

Il devient général de brigade en juillet 2011 en devenant le CO-MELEF, le commandant des éléments français au Sénégal au quartier Frédéric-Geille à Dakar. Le 23 janvier 2013, il devient le commandant opératif de l'opération Serval menée au Mali pour la libération et la restauration de l'intégrité des territoires nord-maliens tombés sous le contrôle des groupes islamiques Ansar Eddine et MUJAO. Le choix de cet officier des troupes de marine, ancien chef de corps du 1er Régiment Parachutiste d'Infanterie de Marine (RPIMa) n'est pas surprenant, ayant assisté à la réunion des chefs d'état-majors des pays membres de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) devant armer la mission internationale d'aide au Mali (MISMA). Qui plus est, les EFS ont assuré plusieurs missions de formation au profit de forces africaines au cours de ces derniers mois.

En tant que prochain G-COS (général commandant le COS), Saint Quentin aura le rare privilège dans les armées de voir ses effectifs augmenter. Le Livre blanc prévoit en effet un effort en faveur des forces spéciales. Cela ne devrait pas se traduire par l'arrivée d'un régiment supplémentaire au sein du COS, comme certains l'espéraient, mais par un renforcement des moyens de commandement (état-major) et de soutien, afin de pouvoir mieux "durer" sur le terrain ou dans les centres de décision. "Nous avons assez de commandos, mais pas assez de spécialistes" assure-t-on dans les forces spéciales. Un effort en faveur des moyens aériens (hélicoptères et avions) est également attendu. La question des rapports avec le Service Action de la DGSE continuera de se poser.

Sauf coup de théâtre et veto



maçonnique de dernière minute de la part de Jean-Yves Le Drian, Saint Quentin devrait donc prendre cet été les rênes du COS à la suite du général Christophe Gomard, même si le nom d'un autre officier de l'armée de terre circule également, Hugues Delort-Laval. C'est en tout cas un général in-



Gomard à la DRM



A son tour, le général Christophe Gomard, 53 ans, sera nommé cet été à la tête de la direction du renseignement militaire (DRM), un poste très important vers le sommet de la hiérarchie militaire puisque c'est par exemple, ce poste que Benoît Puga occupa juste avant de prendre l'Etat Major de la L'Elysée..

Ancien chef de corps du 13ème régiment de dragons parachutistes, Christophe Gomard a déjà été en poste à l'Elysée auprès du coordinateur national du renseignement, Bernard Bajolet. Le général Gomard succédera au général Didier Bolelli dont le nom circule pour le poste de coordinateur national du renseignement (CNR) avec ceux de Pierre Poëssel (directeur à la Dgse) et Alain Zabulon (chef de cabinet adjoint à l'Elysée).

A mesure que progresse l'idée d'ennemi intérieur, la constitution de forces territoriales apparaît comme inévitable.

L'inévitable retour du service militaire

La montée des "violences urbaines", la multiplication des descentes banlieusardes racailles sur Paris, le terrorisme banal par arme blanche, les profanations de synagogues, d'églises, de cimetières militaires et civils, l'appel à l'aide de certains élus de banlieue, une police dépassée, inefficace corrompue et couteuse, la menace bien réelle d'invasions migratoires de masse comme pendant l'affaire de Lampédusa... tout cela montre que la décision de Jacques Chirac à propos du service militaire, était imprévoyante comme tout ce que décida ce président, car elle négligeait le possible ennemi intérieur et privait la France de sa capacité vitale à déployer en nombre sur son sol des forces non sophistiquées mais suffisantes devant les «armes du pauvre»

Par ailleurs, l'institution était indiscutablement utile à l'intégration sociale, au développement du sens de la hiérarchie et des responsabilités, à l'éducation, à l'endurcissement des urbains, au respect du drapeau et de l'hymne national, et accessoirement à l'obtention gratuite du permis de conduire... C'est cependant d'un point de vue sécuritaire que se pose le retour du service militaire.

Si la Belgique, qui l'avait supprimé en 1997 l'a rétabli en 2009 pour des volontaires, on observe que la Suisse conserve sa conscription avec ardeur, tout comme l'Autriche vient de se prononcer à 60% par référendum pour conserver ce service militaire qui lui procure chaque année 22.000 appelés pour un service de six mois.

Devant le discours moderniste comme quoi à l'époque du terrorisme et des cyberattaques, j'étais inutile d'entretenir un effort armé autre que celle mobilisable par les casques Bleus, le chef d'état-major de l'armée autrichienne, le général Edmund Entacher, avait prévenu qu'une armée professionnelle aurait «*irréremédiablement*» conduit à «*une baisse de qualité, du nombre et de capacité*».

En Israël, même si le projet de réduction du service militaire de 36 mois à 32, a reçu le soutien du ministre de la Défense Moshe Ya'alon, la question d'une armée professionnelle en Israël n'est toutefois pas encore sur la table, les dirigeants conservant l'idée d'armée du peuple en vigueur depuis les débuts de l'Etat d'Israël.

Et comme la France n'est pas loin de se trouver dans la même situation stratégique qu'Israël où les israéliens non juifs sont également à près de 20% de la population, l'opinion française a basculé dans le sens du retour au service militaire... Selon un sondage réalisé pour le 14 juillet 2012, 62% des Français sont favorables au retour service militaire, et cela quelle que soit la sympathie poli-

tique des personnes interrogées : 54% chez les sympathisants de gauche, 68% chez les UMP et 75% chez les partisans...

Outre l'intérêt de constituer une large réserve d'hommes pouvant être mobilisés dna si l'hypothèse d'une catastrophe naturelle ou politique de grande magnitude, les missions d'un nouveau service militaire obligatoire seraient évidemment multiples : services armés, y compris gendarmerie et police ; services risqués, tels ceux des pompiers, de l'assistance aux sinistrés des catastrophes, naturelles et autres ; interventions humanitaires, y compris à l'étranger ; secourisme routier, renfort aux hôpitaux, protection des routes, des plages, des sites naturels et des monuments publics contre le vandalisme et les dommages accidentels ou provoqués ; prévention des incendies de forêts ; assistance aux personnes isolées ; lutte contre l'illettrisme... toutes missions qui ne sont pas assurées pour l'instant de manière satisfaisante.

Politiquement, c'est le député UMP Eric Ciotti qui s'est le plus avancé sur ce terrain, tout en prenant les précautions d'usage et en parlant de service civique et d'encadrement des mineurs.. «*La mesure que je propose, voulue par le président de la République, consiste, pour un mineur de 16 ans qui a été condamné, à exécuter sa peine au sein d'un Etablissement d'insertion de la Défense*» (Epide), a indiqué M. Ciotti en prononçant un principe d'autorité «*Soit le service citoyen, soit la prison*» qui aurait pu le décourager si, dans son système idéal, Rachid, Mouloud et Kevin se mettaient à préférer plutôt la game boy en prison que les marches commando au grand air...

UNE NÉCESSITÉ OPÉRATIONNELLE LIÉE AU LIVRE BLANC

Mais là encore, il ne s'agit que de la dimension sociale, éducative et psychosociale du service militaire. Nous parlons ici de sa nécessité opérationnelle.

Avec la baisse des effectifs promise par le livre Blanc (qui ne s'arrêtera pas là puisqu'il sera suivi d'un autre plan de réduction, puis d'un autre encore...) on s'approche d'une armée professionnelle uniquement utilisée en «task force», comme on s'approche d'autant d'une force supplétive.

Car le Livre Blanc est prisonnier de son ambition déclaré et unique : la création d'une vraie Force complètement, réellement et rapidement projetable de l'ordre de 50000 militaires (30000 terriens "les intervenants", et le soutien aérien et maritime permettant la projection). Cela impliquera inévitablement de "reconvertir" les effectifs actuels "supplémentaires" des 3 armées et donc de créer une garde nationale.

(Suite page ci-contre)

Plutôt qu'un service militaire intégré aux forces de manoeuvre, c'est la constitution d'une garde nationale peu sophistiquée mais nombreuse qui emporte l'adhésion des stratèges.



Ainsi, par décision politique, la logique contenue dans le Livre Blanc conduira à placer les personnels supplémentaires à la disposition des collectivités locales dans des emplois correspondants à leur compétences (personnel d'active et SOC) toujours rémunérés par le MINDEF puisqu'ils auraient par contrat une obligation de participation à une défense civile organisée par département et zone de défense et activée sur simple réquisition des préfets concernés pour traiter des catastrophes naturelles, des applications de plans d'intervention (risques majeurs), aide et appui aux actions de police, plans d'urgence divers, pourraient être suite à formation (obligatoire?) des supplétifs des unités de secours (SDIS et Sécurité civile). Les personnels d'encadrement de la nouvelle Garde Nationale effectueraient alors (obligation contractuelle ou statutaire à créer) des périodes d'entraînement purement militaires (ISTC, Pack vital, entraînement type infanterie) afin de pouvoir constituer une force d'appoint opérationnelle (=mobilisation).

A court et moyen terme ces entités seraient armées par les personnels d'active non concernée par la Force de Projection puis à terme par des conscrits prêts à intégrer ce statut, avec un service militaire fait principalement, comme en Suisse, de classes et de périodes de rappel.

C'est donc seulement par la création d'une garde nationale qu'une force projetable version "coup de poing" pourra vraiment voir le jour et permettre à la France, comme l'exigent les arguments extérieures du Livre Blanc, de continuer à peser sur le plan diplo-

matique avec des forces entraînées, disciplinées et pratiquement limitée à l'esprit d'élite...

La garde Nationale a d'ailleurs un défenseur en France, c'est Xavier Lavie (qui a été lu par le Front National puisque celui-ci reprend sa proposition) : «*Avec la professionnalisation des armées, les réserves militaires ont changé. Autrefois adossées au service national, elles ne recrutent maintenant que des engagés volontaires. Elles paraissent efficaces. Pourquoi alors faudrait-il substituer à la réserve opérationnelle d'aujourd'hui, qui est le coeur des réserves, une garde nationale dont on aurait seulement entendu parler ? Eh bien, parce que si elle a un passé militaire, la garde nationale pourrait bien devenir une idée d'avant-garde. En effet, la question n'est pas de savoir s'il faut substituer une garde nationale aux réserves, mais avant tout de préserver l'acquis de la réserve opérationnelle, puis d'organiser cette réserve en un corps, et enfin de lui donner une doctrine d'emploi qui lui soit propre. Car les réserves militaires ont atteint leurs limites ; elles ne sont qu'un dispositif transitoire qui trouvera son nécessaire aboutissement dans une garde nationale que l'ouvrage ici présent s'attache à définir*», écrit-il dans «*Une garde nationale pour la France*» paru en 2010 chez l'Harmattan.

Xavier Lavie a raison de parler de garde nationale. En effet, si l'ancienne armée de conscription, qui s'acheva après l'écroulement du mur de Berlin et la disparition de la menace des troupes du Pacte de Varsovie,

était encasernée pour les besoins de l'entraînement et de la constitution de fortes unités de manoeuvre à l'échelle du régiment, il ne saurait plus être question de forces aussi concentrée, mais plutôt de forces de secteur à petit rayon d'action probablement appuyée sur les casernements de gendarmerie existants plutôt que sur les couteux ensembles régimentaires anciens. Et puis, si le mot fait penser aujourd'hui aux Etats-Unis qui ont conservé une puissante garde nationale, la Garde nationale est chez nous le nom donné lors de la Révolution française à la milice de citoyens formée dans chaque ville, à l'instar de la garde nationale créée à Paris. Notre Garde nationale exista de cette façon sous tous les régimes politiques de la France jusqu'à sa dissolution en juillet 1871, aux lendemains de la Commune de Paris, et on la voit d'ailleurs vivre sous nos yeux dans César Biroteau de Balzac...

Aujourd'hui les réserves sont fortes de 57.000 hommes et ont vocation à ne plus servir à grand chose auprès des forces d'élite. Naturellement, les cadres «en trop» et ces réservistes sont déjà, de fait, l'embryon d'une future Garde nationale. Avec une centaine de milliers d'hommes au départ, cet embryon pourrait, en dix ans, atteindre un minimum de 2 millions d'hommes formés par contingents de 200.00 hommes par an.

Avec un «service militaire» consistant principalement en périodes de rappel de trois semaines par an, c'est donc à une force permanente et légère de 120.000 hommes à laquelle la France pourrait s'en remettre...

Cagoulix

Chez les gendarmes «la grogne» dure depuis un quart de siècle et e s'est jamais vraiment calmée... Pendant avoir gagné quelques avantages d'égalité avec la police, ils souffrent aujourd'hui d'être autant méprisés...

Les gendarmes, eux non plus...

Le général Jacques Mignaux, alors directeur général franc-maçon de la gendarmerie, défendant son bilan, rapportait que «la condition des gendarmes s'était améliorée ces dernières années», ajoutant que le rattachement de la gendarmerie au ministère de l'Intérieur avait permis d'effacer le déséquilibre entre la condition du gendarme et celle du policier. Mignaux avait été l'opérateur de la fusion décidée par Sarkozy.

Quelques mois plus tard, le général Bertrand Cavallier, à l'occasion de son pot de départ à la retraite, avait quant à lui révélé un grand malaise au sein de l'Arme, évoquant entre autres une hiérarchie omniprésente qui ne s'assume plus, qui se couvre, qui évite les responsabilités et qui n'offre pour solutions aux conflits que des compromis à la limite de la compromission.

En vérité, tout va très mal. La Gendarmerie est profondément démoralisée.

Ainsi, dans le dernier numéro de l'Essor de la gendarmerie, n° 458 de juin 2013, en pages 16 et 17, colonel de gendarmerie (er) Fabrice Fanet se laisse enfin aller. Sous le titre « On peut encore sauver la gendarmerie », Le colonel Fanet, soutient que l'institution est en passe de perdre son identité et donc sa raison d'être. Se référant à sa transformation, notamment depuis qu'elle est rattachée au ministère de l'Intérieur, il déplore que les profondes modifications que cela a entraîné ont porté gravement atteinte à la qualité des services qu'elle rendait.

Faisant le même constat que beaucoup avant lui, le colonel Fanet critique la nouvelle organisation (la départementalisation de nuit de la surveillance et de l'intervention et la mise en place des

communautés de brigades), soulignant que si elle a permis de diminuer le nombre d'heures de travail des personnels, elle ne correspondait pas à la demande des gendarmes qui se limitait alors uniquement à une reconnaissance financière de leur engagement et de leur exceptionnelle disponibilité.

Revenant sur le mode de fonctionnement de la gendarmerie, dénaturé par la mise en place de la mutualisation des effectifs et la centralisation de la gestion d'alerte, l'auteur souligne que son efficacité s'est alors vue considérablement diminuée, et que l'amoindrissement de la présence des gendarmes sur le terrain, l'affaiblissement de la connaissance des populations ont contribué à la diminution de leur efficacité et de la prévention et à l'augmentation de la délinquance.

Mais e colonel Fanet va plus loin, i aborde même la question sous l'angle anthropologique csi cher aux militants du Lys Noir. Pour lui, si la fusion a été décidée : «Ce n'était pas tant pour faire plaisir à la Police, ni pour faire des économies. C'est parce que la Gendarmerie était une des dernières institutions françaises régaliennes à posséder une organisation traditionnelle : elle était protectrice pour ses membres et structurante à la fois pour les gendarmes et pour la population. Elle obéissait à des lois et à des principes et non à des ordres momentanés. Elle était suffisamment intégrée et forte pour se permettre d'être clémentine. Bref, elle faisait obstacle à la généralisation d'une société éclatée dans laquelle l'homme nomade isolé (et nomade désolé !) est particulièrement vulnérable aux attaques du libéralisme moral, économique et social. Isolons le gendarme, comme on a isolé l'ouvrier, le policier, l'artisan et tant d'autres, et nous aurons le citoyen



rêvé qui compense ses frustrations dans l'abrutissement de la consommation et la fraternisation du supermarché.»

Le moral des gendarmes est u sujet tabou. Si bien que très peu de gendarmes ont connaissance de la teneur exacte des Comptes Rendu d'Ambiance (anciens « Rapport sur le Moral ») adressés à la DGGN et établis par les conseillers de concertation au niveau des différentes régions de Gendarmerie.

Cette année, grâce à plusieurs contacts, la revue Profession-Gendarme a pu avoir accès à ces CRA et parle d'un «moral dans les chaussettes».

Selon les rapports d'ambiance dont la revue a eu connaissance, la baisse des effectifs, le déficit d'attractivité du travail, un budget trop serré, des conditions de logement dégradées, l'autorité des gendarmes remise en cause, des autorités publiques qui ne les soutiennent plus, un esprit

de cohésion fragilisé, un climat social dans l'institution qui se dégrade, un manque de reconnaissance, de confiance et de soutien de la hiérarchie sont autant de raisons qui font que les gendarmes n'ont pas le moral.

Pour exemple le moral de la région de Gendarmerie d'Auvergne, déjà moyen, s'est dégradé depuis le rapport précédent. Les préoccupations qui animaient alors les personnels provenaient principalement de la RGPP et de la baisse des effectifs.

Les inquiétudes sont pour l'exercice en cours, orientées vers la crise et l'impact qu'elle aurait sur la pérennité des acquis. Mais également sur une prise en compte sous-estimée des difficultés de l'exercice du métier de gendarme et sur le manque de volonté des autorités d'emploi devant l'urgence de corriger la carte des implantations des unités.

(Suite page ci-contre)

Devenir une force de police comme les autres retire chaque un peu de prestige à la gendarmerie qui n'apparaîtra bientôt plus que comme une police du territoire sans identité particulière...

En région Bretagne le moral du GD est ébranlé par la fragilisation. de son métier en raison notamment du déficit d'attractivité du travail des brigades territoriales et de reconnaissance des militaires les plus exposés au danger.

Le Gendarme est en grande difficulté face à des outils en constante évolution, ne comprenant plus les décisions des autorités dont l'action a fait reculer son efficacité sur le terrain. «Il est confronté quotidiennement à sa propre perte d'autorité. Il vit une crise identitaire. Il craint de voir sa condition, déjà difficile, s'affaiblir davantage», dit un rapport.

Les gendarmes sont inquiets de voir la gendarmerie tomber sous son seuil de crédibilité budgétaire. Le manque de marge budgétaire les touchent de plus en plus fortement dans leurs activités quotidiennes et leur font regretter un déficit de sécurité dans leurs missions.

Ils constatent des restrictions opérationnelles, alors

que la culture du résultat reste présente, avec en plus la dégradation des conditions de logements qui pénalise aussi leurs familles.

La région Rhône-Alpes n'échappe pas à la tendance nationale, l'ambiance générale est particulièrement morose et le moral des militaires, déjà bas en 2011, a continué de se dégrader en 2012. «Pour beaucoup d'entre eux cela se traduit par du silence et de la résignation».

Alors que le Gendarme a longtemps été un repère social, reconnu, estimé et apprécié, il est de plus en plus confronté à une dévalorisation de ses fonctions. Son autorité est remise en cause, les autorités publiques ne le soutiennent plus voir lui démontrent une défiance dommageable.

Sa situation matérielle suscite la pitié. Cette érosion fait largement reculer le gendarme sur l'échelle sociale. Manquant de reconnaissance il a perdu sa place au sein d'une société en manque de repère.

Dans les Pays de Loire il est fait état que l'état morose du moral s'est étendu en 2012 à l'ensemble du personnel. Les préoccupations du personnel de la Gendarmerie n'ont pas été prises en compte. Ceux-ci se résignent et sont dubitatifs quand à la chaîne de concertation et à l'efficacité de la remontée du Comte Rendu d'Ambiance.

Aussi, l'esprit de cohésion et de camaraderie au sein des unités se fragilise dangereusement. Le Gendarme souhaite fortement être ramené au cœur de son métier. Il attend confiance, soutien et reconnaissance tant de la part de sa hiérarchie que des autorités d'emploi.

Pour l'année 2012 l'ambiance au sein des sous-officiers et volontaires de la région Haute Normandie est clairement et majoritairement morose. Le désarroi se fait sentir tout comme une certaine forme de colère grandissante. Bien qu'aucun signal ne laisse envisager une crise interne

majeure imminente, l'arrivée d'éventuels sujets délicats et surtout les solutions qui leurs seront apportés, seront observés de façon particulière par les militaires de l'Arme.

Ils constatent la dégradation des conditions de logements en raison de la décrépidité progressive du parc immobilier.

Dans ces conditions l'esprit de corps s'effrite compte tenu de l'état des logements et du célibat géographique qui s'étend, favorisant ainsi un esprit toujours plus individuel.

- La chaîne de concertation convaincra en démontrant notamment qu'elle représente davantage qu'une simple courroie d'information.

- La DGGN devrait donner de temps en temps un signe fort concernant ces préoccupations qui reviennent sans cesse afin de renforcer les instances de représentation et de participation (IRP) qui commencent à donner quelques signes d'essoufflement et d'agacement.

Formée à une époque où l'Action Française s'enfonçait dans un gauchisme sans issue derrière Renouvin, la génération formée par l'OAS métro-Jeune sera brillante et fraternelle. On les appelait les solidaristes.

Où est passé la génération «OAS métro-Jeunes» ?



Patrick Edel, le père spirituel de la génération solidariste du GAS.

Au début des années soixante dix, Patrick Edel, ancien détenu OAS qui n'a jamais vraiment rompu avec l'armée française, a l'intuition de développer la "Guilde du Raid" sous la forme d'une sorte de «scoutisme pour trentenaires» placé sous le signe du solidarisme, la doctrine politique qui inspire alors le réseau OAS survivant.

Appuyé sur ses amitiés au sein du mouvement solidariste Français dont le Conseil solidariste de la révolution s'inscrit en filiation directe avec l'ancien conseil national de la révolution de l'OAS après 1962, Patrick Edel organise, dès 1972, ses premiers raids vers Kaboul, Dakar et Katmandou.

Au Liban, en 1977, l'adjoint de Patrick Edel, Philippe de Dieuleveult (qui deviendra célèbre en animant l'émission de télévision «La chasse au trésor») puis en étant assassiné par les forces de sécurité de Mobutu Sese Seko qui l'accusaient avec pertinence d'espionnage, convoie un camion vers le réduit chrétien des phalanges.

Adeptes de « l'aventure utile » (soyons clair en traduisant par "l'aventure qui peut se doubler de missions de renseignements"...), la Guilde du Raid commence néanmoins à se manifester à travers des actions de développement en couverture.

Avec le soutien de deux chefs d'entreprises proche des mieux "Algérie Française", Hugues Renaudin, patron de la Générale Sucrière, et Lucien Pfeiffer, banquier initiateur du crédit-bail, Patrick Edel lance ses premiers raids vers l'Afghanistan.

Jusqu'en 1984, la Guilde organisera ainsi des «caravanes de l'espoir» vers les zones de résistance à l'occupation soviétique.

A cette époque, la guilde ne s'embarrasse pas de détails et, parce que le transport de la nourriture depuis le Pakistan coûte cher et qu'il est facilement repéra-



Alain Boinet

ble par les Russes, l'association décide de constituer des petits commandos chargés de verser directement de l'argent aux populations dans le besoin, parmi ces pionniers-là : Etienne Lavigne l'actuel directeur du Paris-Dakar.

ILS ONT INVENTÉ LE MYTHE "MASSOUD"

Toutes les opérations de Patrick Edel en Afghanistan s'appuient alors sur les quelques militants solidaristes que Patrick Edel a recruté au GAS (Groupe d'Action Solidariste). Parmi eux, les trois principaux leaders étudiants du solidarisme: Alain Boinet, Patrice Franceschi, et Laurent Maréchaux qui participera à une attaque du commandant Amin Wardak contre la ville de Ghazni en 1981 en confiant à son camarade Christophe De Ponfily, chargé à cette époque de filmer les opérations : "On était tous des militants politiques et on rêvait d'aller faire la guerre. Il fallait qu'on ait un cache-sexe, qui était l'aide humanitaire ».

C'est donc la Guilde de Patrick Edel qui, dans la vallée du Panchir, ravitaillera Ahmed Shah Massoud en armes et en dollars, pour le compte du service action de l'Armée française... Ces différentes opérations ne feront finalement qu'un seul mort : un certain Thierry Niquet qui, dans région de Kunduz, fut assassiné par le Zabet Toufan, commandant du Hezb Islami jaloux du traitement de faveur entourant Massoud...

A partir de décembre 1981, la Guilde de Patrick Edel est reconnue "association d'utilité publique"... Normal... Avec les scouts d'Europe, les scouts marins, et le SIRPA de l'armée, la Guilde créera même une radio (Aventure FM).

Jamais l'idéal solidariste de dé-

part n'aura été renié par Edel et ses compagnons, au point qu'en 2007, c'est encore sous la marque «Darna Solidaire» que la Guilde se lance dans le commerce équitable avec de la semoule du Maroc et des infusions de Palestine...

Mais c'est en Afghanistan, au tournant des années 80, que le groupe des jeunes militants solidaristes aura forgé son destin.

Ainsi, quand les russes se retirent d'Afghanistan au milieu des années 80, Boinet, Franceschi (tous deux né en 1954) et Laurent Maréchaux (1952) se trouvent en quelque sorte démobilisés... Ils sont encore les premiers sur le coup en décembre 1989, dans la Roumanie qui vient d'exécuter le communiste Ceaucescu.

QUAND LE SOLIDARISME DE BOINET SE TRANSPORTE DANS L'HUMANITAIRE...

En 1991, Alain Boinet et Patrice Franceschi lancent leur propre ONG, toujours solidariste. Ils l'a baptisent donc Solidarités.

En 1993, Solidarités s'engage en ex-Yougoslavie, même si le 4 novembre, un véhicule de l'association saute sur une mine près de Vares, qui vient d'être prise par les forces musulmanes de Bosnie qui se méfient de Solidarités... Un militant solidariste est encore tué lors de cet incident...

En décembre 1995, au Rwanda, Solidarités est une des rares ONG françaises à ne pas être expulsée du pays par le gouvernement du Front patriotique rwandais.

En septembre 1998, Solidarités ouvre une mission au Kosovo, côté serbe....

En 2000 au sombre Congo-Kinshasa, Solidarités se déploie dans tous les camps, côté gouvernemental comme rebelle. En juin 2004 après le déploiement de casques bleus de l'ONU, l'organisation ouvre par exemple une mission à Irumu près de Komanda, un carrefour routier entre les capitales économiques de l'Ituri et du Nord-Kivu, Bunia et Beni.

En 2003-2004, c'est l'Irak bombardé façon jeu vidéo... En 2005, en Indonésie, Solidarités intervient pour aider les victimes du tsunami et, dans le cadre de l'Opération Beryx, Fidèle à son baptême, l'association utilise là encore des hélicoptères de l'armée française pour acheminer les secours auprès des villageois isolés par le raz-de-marée.

En 2006, toujours employée aux conséquences du tsunami, on retrouve Solidarités embringuée

du côté de la guérilla Tamoul, et expulsée par le gouvernement cinghalais qui l'accuse, une nouvelle fois, d'espionnage...

Depuis 2007, Solidarités est au Soudan, traitant la "crise du Darfour". Mais le 5 février 2009, Solidarités n'en est pas moins expulsée du pays par le président Omar el-Béchir qui vient d'être traduit devant le tribunal pénal international...



MARÉCHAUX : UN ÉCRIVAIN HUSSARD

De son côté, Laurent Maréchaux, torédo déçu dans sa prime jeunesse, puis directeur des *Cahiers du Solidarisme*, l'organe doctrinal du GAS (qui connut neuf numéros en 1975 et 1977), avait décroché plus tôt pour mieux se vouer au roman picaresque dont il a renouvelé le genre en France.

Auparavant, en 1977, Maréchaux était passé par la vitrine de la compagnie Aéroflotte, sur les champs Elysées le jour où il avait été passé à tabac par les flics, en même temps que Boinet et Nourry avec lesquels Maréchaux venait pour commémorer la mort d'Alain Escoffier sur le lieu même où le jeune martyr solidariste s'était immolé par le feu à la manière du héros tchèque Jan Palach...

Après *Les Sept Peurs*, son premier roman épique paru en 2005, et *Le Fils du Dragon*, un roman maritime, Laurent Maréchaux s'est attaqué à l'histoire d'une lignée d'émigrés russes blancs, de 1907 à nos jours dans *"Bijoux de famille"*, son dernier roman paru en 2008 mais toujours inspiré par le même idéal anti-communiste de sa jeunesse solidariste....

Mélangeant un activisme échevelé et radical à une tentative doctrinale de Troisième Voie, la génération des militants MJR/MSF formée par l'OAS Métro-Jeunes, était un modèle qui reste toujours valable...

Les héritiers solidaristes de l'OAS métro-Jeune ont maintenant soixante ans... En effet, derrière les «solidaristes historiques» Gérard Bouchet, Nicolas Kayanakis et Jean Caunes (tous trois issus de l'AF), et quelques serres-files «milis» tels que Baekroot et Holleindre, une jeune génération militante put éclore au début des années 1970 au MJR (Mouvement Jeune Révolution), puis au MSF (Mouvement Solidariste Français).

De cette génération dont Jean-Pierre Stirbois était alors le leader seulement parce qu'il était le moins jeune, il nous reste Alain Boinet, Laurent Maréchaux, Francis Bergeron, Jacques Arnould, Philippe Lemoult, Michel Bodin, Patrice Gélinet, Bernard Antony, Patrice Jeanneau, Jean-Claude Nourry (chef du Service d'Ordre) Serge Didier et quelques autres plus masqués comme Bernard Vivier...

Presque tous ont écrit quelque chose... Tous ont au moins fait preuve d'une remarquable constance militante et sont toujours actifs. Certains, comme Bernard Antony ou Alain Boinet, n'ont pu s'empêcher de «coder» et de «référencer» leur organisation actuelle avec le mot solidarité... Chrétienté Solidarité, le nom vient de là...

Cependant, le solidarisme n'a jamais véritablement existé en tant que tel. Le mot a été inventé par Pierre Leroux mais on doit à Léon Bourgeois d'en avoir fait la doctrine socio-économique du radicalisme à la toute fin du XIXe siècle qui influencera le système de la IIIème République jusque dans l'entre-deux guerres. Le solidarisme se voulait une troisième voie entre socialisme et libéralisme, rejetant aussi bien le collectivisme que l'individualisme. Les citoyens étaient considérés comme des associés, liés par une « grande amitié » selon le mot de Michelet. La solidarité « socialiserait, non pas la propriété, mais l'esprit des hommes en leur donnant une conscience nouvelle »6. A l'Etat était dévolu le rôle de réguler, de corriger le marché.

Le terme fut repris dans les années 60 par Gérard Bouchet et les activistes de l'OAS-Métro-Jeunes. Abrisés derrière la gloire du capitaine Sergent, Gérard Bouchet créa alors le Mouvement Jeune Révolution en 1966. Celui-ci se transformera en Mouvement Solidariste Français en 1971 et durera jusqu'à l'aube des années 80.

Les solidaristes cherchaient une troisième voie, renvoyant dos à dos capitalisme et communisme comme étant deux matérialismes totalitaires. Bien que cet anticommunisme soit des plus virulents, ces groupes rejetaient énergiquement tout rapport avec l'extrême

droite.

La plupart des solidaristes étaient des jeunes gens. « Dans les groupuscules, les plus anciens des MJR, GAJ et tout ça, ils avaient 23 ans, raconte aujourd'hui Francis Bergeron. C'étaient les vieux. [...] Les plus vieux que j'ai rencontrés à l'époque, c'était Stirbois qui avait 23-24 ans, c'était Christian Baekroot qui avait aussi 23-24 ans, c'était Alain Boinet ». La propagande solidariste se faisait entre autres en direction des jeunes du secondaire qui n'étaient pas encore marqués par un engagement politique, notamment marxiste. Le solidarisme avait pour ambition de les transformer en une élite structurée par les vertus d'héroïsme et sacrifice pour diriger le futur Etat solidariste.

Comment donc un mouvement presque exclusivement composé de très jeunes personnes, ne bénéficiant pas d'une manne financière importante ni d'une longue formation politique préexistante, a pu se créer, s'organiser ? Comment a-t-il pu avoir des prétentions d'implantation nationale et finalement survivre plusieurs années alors même qu'il devait composer avec l'existence de « grands » groupes à l'extrême droite, Occident, le GUD et Ordre Nouveau ?

Réponse : par son organisation à la fois sectaire, très formaliste mais aussi totalement fraternelle; Bouchet préconisant inlassablement un modèle inspiré à la fois du trotskysme et des schémas d'organisation cloisonnée hérités de la filiation directe du groupe avec l'OAS.

Le Bureau Politique était donc resserré. Il se réunissait normalement toutes les semaines, il était composé de 7 personnes pour couvrir les sept principaux domaines d'action. Les dirigeants ont changé durant ces années tout comme certaines dénominations. Voici en octobre 1970 les sept branches du BP : la direction (Jean Caune), le contrôle politique (Gérard Bouchet), la formation politique (Marc de Scitivaux), la propagande-presse (Philippe Lemoult), les groupes d'action (Alain Boinet), la trésorerie (Christian Baekroot) et le secrétariat national (Jean Pierre Stirbois).

A cette instance s'ajoutaient des réunions trimestrielles avec les responsables de Paris et de province dans le cadre du CSR ou Conseil solidariste de la révolution, en référence au Conseil National de la Résistance créé en 1962 pour défendre l'Algérie française repris lui-même du Conseil de la Résistance de la seconde Guerre Mondiale. Cet organe «représentatif» du mouvement faisait le bilan des activités, des objectifs...



Les relations militantes étaient régulières et se faisaient dans les deux sens : d'un côté la transmission des mots d'ordre généraux et des décisions du BP, les journaux du mouvement, les notes techniques, circulaires, le JRI, des exemplaires de tracts tirés à Paris ou en province, de l'autre les informations locales, les tracts sur le point d'être diffusés, les rapports formalisés des cellules...

C'est là le modèle, l'image de ce que devait être le mouvement pour ses cadres, au-delà des vicissitudes. Deux modèles se superposent. Le fonctionnement en « cellules » cloisonnées où prime le culte du secret était largement « hérité » de l'OAS-Métro-Jeunes dont étaient issus les courants solidaristes. Les dirigeants l'organisaient également de l'autre côté de l'échiquier politique vers le mouvement Communiste qui lui aussi fonctionnait en cellules et sections. Un numéro du JRI de juin-juillet 1971 proposait d'ailleurs sur plusieurs pages une analyse de ce modèle dont transpire une admiration pour la formation des militants, la discipline de fer qui règne dans un parti de révolutionnaires professionnels qui était vu comme un parti d'élite, l'élite de la classe ouvrière, et non de masses.

Avant les *Cahiers du Solidarisme* d'Alain Boinet, le mouvement ne connaît qu'une presse de liaison à travers le cultissime «Jeune Révolution Informations». Cependant chez les solidaristes, la cellule ou section pouvait éventuellement être à l'origine de son propre «journal». Dans le cas des solidaristes de ces années 60 et 70, il s'agissait de petites feuilles ronéotypées témoignant des faibles moyens à leur disposition répercutant largement les mots d'ordre nationaux en l'adaptant éventuellement à la situation et aux réalités locales, tout en lais-

sant la plume aux militants « locaux ». Ainsi, la section bretonne du MJR éditait Bretagne et liberté.

Au lecteur de Jeune Révolution informations était donnée l'impression d'un véritable maillage de l'Hexagone par les cellules et sections du mouvement, même si, en réalité, le mouvement ne dépassa jamais les 300 militants et ne connut qu'une quinzaine d'implantations notables en province, notamment à Toulouse où les solidaristes, bénéficiant de la proximité de Bouchet, constituèrent longtemps un point d'appui solide avec Anne-Marie Denis, Serge Didier, Bernard Anthony, Jean-Pierre Fabre, Sylviane Baudois, Guy Roland...

1975 est l'apogée du mouvement. Cette année-là, le 24 mars 1975 exactement, Francis Bergeron est expulsé d'Union soviétique, après avoir été arrêté sur la place Rouge de Moscou, alors qu'il distribue avec Jacques Arnould des tracts et L'Archipel du Goulag d'Alexandre Soljenitsyne. En 1976, Bergeron et quelques camarades s'engagent dans la Guerre du Liban aux côtés des Phalanges libanaises...

Cependant, le mouvement ne se remettra pas de la scission de Jean-Pierre Stirbois en 1977 pour rejoindre le Front National et lui donner une armature.

Les derniers groupes de solidaristes autour d'Alain Boinet et Laurent Maréchaux militeront jusqu'en 1980, date de la création de l'association *Solidarité* qui marque la reconversion du réseau dans une organisation humanitaire qui existe encore et a pris de nos jours une ampleur remarquable...

Cela fait donc plus de trente ans que cette génération militante exceptionnelle n'est plus formée est dormante... Ce n'est pas une raison pour ne pas la réveiller, qu'en pensez-vous ?

Idéologue méchant, organisé, radical, et prêt au crime... Gérard Bouchet préconisait un patriotisme chrétien modéré qui devait en finir avec l'extrême droite et fusionner les traditions politiques françaises...

Le Solidarisme n'est pas une doctrine, c'est un mot que l'on se passe de l'un à l'autre. Le solidarisme est né en 1912, quand Léon Bourgeois, membre du parti radical français, tente de définir un syndicalisme non-révolutionnaire et non marxiste.

En 1919, les premiers « Russes blancs » arrivent à Paris, certains cherchent à opposer au communisme autre chose que le vieux régime tsariste... Un d'entre eux trouve une vieille brochure solidariste... Le truc est envoyé en Russie où la guerre civile fait rage... Le mouvement Solidariste Russe (NTS) est né. Ce mouvement va ainsi animer une guérilla acharnée contre les soviétiques jusque dans les années cinquante...

En France, les renseignements militaires suivent naturellement de près le NTS inconnu des journaux occidentaux... Les officiers français chargés de la « lutte anti-subversion » se mettent alors à s'intéresser franchement à cette doctrine solidariste capable de donner la foi politique à une résistance anti-communiste et cela plus de trente ans après la victoire des « rouges »...

EN 1961, ce sont les mêmes militaires qui passent à leur tour dans la clandestinité contre le « lâchage de l'Algérie ».

Comme ils n'ont que du dégoût pour la politique française, ces militaires se définissent rapidement comme « solidaristes », tels les héros Russes du NTS dont ils sont seuls en France à connaître les exploits... Le solidarisme devient alors la doctrine officielle de l'OAS, notamment après 1962, quand la seconde OAS s'enfonce dans une impuissante clandestinité espagnole, c'est alors qu'apparaît un maître à agir un maître compoteur nommé Gérard Bouchet...



Il ne reste rien de lui ; aucun livre, aucun article, juste un souvenir brûlant chez ceux qui l'ont connu : Gérard n'était comme personne.

Un jour, en pleine cour d'assises, un procureur lança vers Gérard Bouchets qu'il n'était, après tout, qu'un « psychopathe du complot »... Bouchet ? Ce nom ne dit naturellement plus grand chose à plus personne, pourtant il fut un « gourou » politique tel qu'il n'en existe pas dix au monde dans un siècle politisé.

En effet, tout au long de son combat militant, Bouchet donna corps à une doctrine politique qui fut, un moment, défendue par quelques centaines de français, un reliquat de résistance en Russie et quelques millions de syndiqués anti-marxistes en Pologne...

Né au Pays Basque en 1936, Gérard Bouchet débuta son engagement politique dans le christianisme militant qui le posséda toute sa vie. Avant la guerre d'Algérie, il passa rapidement par le moule du royalisme d'AF et puis, très vite, il se jeta dans l'aventure de l'OAS dans laquelle s'épanouira enfin ce « psychopathe du complot » qui avait repris l'insulte facile du procureur comme un hommage et un encouragement à continuer.

Comme on ne put lui imputer franchement quelques mortels mitraillages de bars FLN du midi de la France, Gérard Bouchet fut tout de même sorti de sa clandestinité par les flics et condamné à quatre ans de prison pour la diffusion d'un simple tract... Fallait bien le stopper net, n'est-ce pas ?

En prison où cet éternel commissaire politique fit des merveilles à coups de fourchette aiguës contre les « droits communs » qui la ramèneraient trop, Bouchet devint définitivement le principal « politique » de l'OAS, un idéologue de sa méthode,

un redoutable chasseur de « balances » et de « langues de putes » préconisant, en gros, d'organiser l'anti communisme en respectant toutefois scrupuleusement les principes d'organisation de Léon Trotsky.

Sorti de Clairvaux en 1966, Bouchet est immédiatement recruté par l'industriel Pierre Fabre, magnat d'un laboratoire pharmaceutique, que la dureté de caractère de l'agitateur a littéralement « bluffé ». Bouchet devient ainsi, pendant vingt ans, « visiteur médical », profitant de ses fréquentes occasions de voyage pour mieux porter la bonne parole du solidarisme.

Membre du Conseil National de la Révolution, l'organe dirigeant de l'OAS réfugié en Espagne, Bouchet préside le dernier carré OAS au début des années soixante-dix, après la gracieuse gaulienne de 1968. Il crée alors le mouvement Jeune Révolution qui, avec des hommes tels que Jean Caunes, se donne une vitrine politique à travers le Mouvement Solidariste Français qui ne fera d'ailleurs plus que de la politique.

A la présidence du MSF toujours marqué par sa filiation de clandestinité OAS, Bouchet initie en ces temps-là une féroce campagne anti-communiste, il envoie ses militants se coucher sur les voies ferrées du Paris-Moscou, il maintient le contact avec les derniers guérilleros solidaristes en Russie et en Ukraine grâce à son agent secret Philippe le Moul, et puis il mène une violente campagne d'agitation contre les signes de présence soviétiques en France tels que les bureaux de la compagnie aérienne Aéroflot dans lesquels, en 1977, un de ses disciples, un certain Escoffier, se fait même brûler vif en plein après-midi, accédant, par ce geste inouï, au vain statut de « Ian Pallac » français...

Au sein du Mouvement Solidariste Français qu'il dirige depuis la région toulousaine et le village lau-

ragais de Saint-Julia-de-Gras-Capou, Bouchet forme alors de nombreux cadres politiques restés encore aujourd'hui dans la région, même s'ils ont changé d'horizon politique : un député de Toulouse (Serge Didier), la directrice du journal toulousain d'ultra-gauche « Satiricon », un dirigeant national de la « Guilde du raid » au nom corse, et quelques autres, comme le méridional Bernard Anthony qui choisira d'emmener sa fraction « chrétienté-Solidarité » vers l'extrême-droite et le FN.

Une extrême-droite dans laquelle Bouchet n'hésitait pas à recruter mais qu'il détestait farouchement puisque son rêve à lui c'était une France réorganisée dans une sorte d'esprit « camp de scout », mais pas davantage. En effet, Bouchet était apôtre d'un paradoxe calqué sur sa propre existence : Modéré en pensées, mais ultra radical dans l'action au service de cette pensée...

Frayant par patriotisme dans les parages de l'extrême-droite, mais détournant nombre de ses militants vers les éditoriaux du quotidien La Croix, que le « gourou solidariste » annotait sans cesse, Bouchet fut donc d'utilité publique avant l'heure ; retrouvant même un peu de l'excitation OAS quand il monta, franchement visionnaire, le premier réseau de soutien logistique vers *Solidarnosc* que venait de lancer le polonais Lech Walesa inspiré, pour le baptême de son syndicat *Solidarnosc*, par le mouvement solidariste russe NTS qui avait mené longtemps en ruthénie voisine, jusqu'au milieu des années 50, une guérilla oubliée de tous.

Définitivement marginalisé en France par l'effet Le Pen de 1983 articulé, pure ironie des choses, par Stirbois son meilleur lieutenant solidariste jusqu'en 1977, Gérard Bouchet entama alors sa longue reddition devant un complot bien plus fort que les siens : celui du temps qui vous vieillit et de la maladie qui vous ronge même un guerrier...

Si le Printemps doit être patriotique et solidaire pour ne pas être stupidement d'extrême droite, alors il faudra recourir à une génération militante infiniment plus crédible que les faux cadres sortis des années 90...

Francis Bergeron, le maître à agir que le Printemps Français attend



Francis Bergeron, ancien cadre du Mouvement solidariste Français, a soixante ans... Dans sa jeunesse il s'est couché plusieurs fois sur les rails du Paris-Moscou ; au temps de son militantisme acharné en faveur de *Solidarnosc*, il a distribué des tracts anti-communistes sur la Place rouge sous l'ère Brejnev...

C'est lui encore qui portait le cercueil d'Alain Escoffier, ce jeune militant solidariste qui s'immola dans les locaux de l'Aéroflot. Puis Bergeron s'engagea dans les Phalanges Libanaises en 1976. Deux ans plus tard, il se présentait à une législative comme candidat des soldats... Aujourd'hui il est directeur des ressources humaines d'une boîte de 7.000 employés (SGS, leader mondial du contrôle de l'analyse et de la certification)...

Entretiens Francis Bergeron, admirateur de Béraud, a publié des romans épiques pour la jeunesse dont la série *Le clan des Bordesoules* (vendue à plus de 300 000 exemplaires). Et puis il est devenu un spécialiste de Tintin et a continué discrètement à donner des conférences partout où on le demandait, auprès de l'AF comme du FN.

Auparavant, il avait été journaliste à *Présent* dès l'origine, et au *Quotidien de Paris* il a également collaboré aux *Écrits de Paris*, à *Reconquête*, et à *Famille chrétienne*. Titulaire d'une maîtrise de sciences économiques, Bergeron fut aussi le directeur du personnel (anti-communiste) des Nouvelles messageries de la presse parisienne (NMPP) justement noyautés par les communistes de la CGT et du Syndicat du livre...

Francis Bergeron ferait donc, pour notre *Printemps Français*, un guide bien plus légitime que cette Béatrice Bourge, bien sympathique et dévouée, mais qui nous est tombée de nulle part, en vérité.

Du point de vue militant, Bergeron n'est plus que le président de l'*Institut d'Histoire des Identités nationales et régionales*, là bas dans son Berry... mais cela pourrait changer si le Printemps Français se cherchait réellement un maître à agir... car, de deux choses l'une : soit le Printemps Français se veut une révolution et il va lui falloir des révolutionnaires d'expérience... Ou soit c'est un gimmick, un Faq, un gadget marketing qui n'aura finalement aucun intérêt.

Lettre d'un ancien GIGN à son camarade gendarme mobile

C'est à cette génération qui n'a pas eu son égal, ni à l'AF, ni au PFN, ni chez les crétiens du GUD, ni même plus tard au FN, que Jean-Pierre Fabre appartient. Chouchou de Gérard Bouchet qui, par complot, l'avait poussé à entrer au GIGN où il fut un capitaine très en vue, Jean-Pierre Fabre fut aussi le directeur du DPS frontiste au début des années 90. Aujourd'hui, après avoir touché un peu au cinéma en produisant « fait d'Hiver » de Robert Enrico, Jean-Pierre Fabre publie un livre pro-russe... Plus exactement, un livre favorable aux femmes russes !!! Dans le groupe solidariste de Toulouse, Jean-Pierre Fabre était le plus beau, le plus intelligent, le plus solidariste et le plus respectueux du « vieux maître ». Gérard Bouchet en fit naturellement son poulain préféré.

Cher camarade, Dans quelques jours, tu seras face à moi et aux familles de la « Manif pour tous ». Tu es militaire, fier de ton état et tu as raison. Tu appartiens à l'arme la plus ancienne de l'armée française. Le 14 juillet, tu défiles toujours en tête des troupes et ton drapeau porte au revers : « Valeur et Discipline ».

Tu as prêté serment, il serait donc malvenu, moi qui suis ton ancien, de te demander de désobéir aux ordres d'un gouvernement qui, du reste, passera aussi vite que les autres. Cependant, cher « mobile » (surnom donné aux gendarmes mo-

biles), lorsque tu tiendras ton bouclier, bâton au poing, ou ton diffuseur lacry, rappelle-toi simplement que tu as en face de toi des mères, des pères, des enfants, des gens simples comme toi, venus de toutes les régions de France. Des citoyens issus de cette majorité habituellement silencieuse, docile et laborieuse, qui, bannières au vent, crient leur colère de se trouver méprisés par leur Président.

Ce sont ces gens que tu croisais chaque jour, que tu fréquentes parfois, dont tu es le fils, le frère ou l'oncle... Ce sont les mêmes avec qui ta femme papote à la boulangerie

ou avec qui ton fils joue dans la cour de récréation. N'oublie pas que ta mission première est de leur porter secours et protection, parfois au péril de ta vie. Ils ont déjà, par millions, manifesté sans casser, sans incendier, sans blesser, toujours d'une manière bon enfant. Ils ne traitent pas de cons les pères dont l'enfant a été assassiné, ils ne brandissent aucun autre drapeau que nos trois couleurs, ils s'excusent facilement et bannissent l'invective.

Alors si tu as des coups à porter... Que ta main soit plus douce qu'elle ne le fut avec les casseurs et ton doigt moins crispé sur la



queue de détente de ta bombe lacry qu'il ne le fut avec les bandes.

Quand tu relèveras un manifestant d'un sit-in, vas-y doucement, sans force excessive et glisse lui à l'oreille : « Désolé, moi aussi je suis père, moi aussi je suis français mais j'ai des ordres ! » Et si tu es dans l'obligation de l'arrêter, ne le pousse pas brutalement en le faisant monter dans le car mais soutiens-le après une discrète tape amicale.

Ta fermeté ne sera plus alors empreinte de dureté mais de magnanimité et tu pourras clamer avec fierté et sans retenue... Moi aussi, j'étais à la grande manif du 26 mai !

Depuis 18 ans, l'Armée vivait en parfaite intelligence avec des présidents de droites qui nommait donc facilement des généraux de droite, voire très à droite. Maintenant, cela va changer et cela va aussi tousser..

Un problème socialiste : les généraux catholiques

Le mariage gay et sa rupture anthropologique et morale ? Quel rapport avec un coup de force à nouveau imaginable dans le futur ? Aucun. ..Sauf que l'abbé Denis Puga, frère du général d'Armée Puga (voire plus loin) conduisait les troupes de Civitas avec son collègue l'abbé Beauvais.. Aucun, sauf que le général Bruno Dary, gouverneur militaire de Paris, fraîchement à la retraite, vieux compagnon d'arme de Puga depuis qu'ils ont sauté ensemble sur Kolwezy, se dépêcha de prendre aussitôt rang de conseiller en manifestation et défilé auprès de Frigide Barjot et de son comité «*La manif pour tous...*»

Aucun rapport, sinon que Dominique Chrissement, général (CR) ancien chef d'état major de la zone de défense d'Ile-de-France est aussi l'ancien secrétaire général de Civitas... Aucun rapport sinon que l'amiral François de Penfentegno est l'ancien président de Civitas (laissant la place à Alain Escada en mai 2012) et qu'il le dirige toujours à distance...

La vérité est que l'Histoire existe encore et que personne ne sait ce qui se produirait si un gouvernement socialiste lâché par tout le monde, tombé à moins de 10% de satisfaits, était en plus cueilli à froid par une insurrection générale des banlieues telle qu'en 2005 mais à la puissance dix cette fois et avec des kalachnikovs...

Que se produirait-il alors dans l'armée Française minée par les jeux vidéo à la base, et par la franc-maçonnerie à la tête?

De la discipline.. de la soumission aux ordres... certainement, mais à quels ordres, voilà tout le problème...

En un mot, ceux qui évacuent d'un revers de main toute possibilité de coup d'Etat militaire en France feraient bien de réviser leurs classiques du genre, même si, c'est vrai, le dépérissement anthropologique général, le règne du Mou consensuel, a contaminé l'armée autant que les autres corps de la société...

Mais une nation occidentale en voie de paupérisation abandonnera fatalement les tabous installés en elle aux temps prospères de la société sophistiquée... En un mot, si l'armée d'une société riche et repue ne fait évidemment pas de coup de force contre un gouvernement même ignoble, l'armée brimée d'une société plongée subitement dans une gêne inhabituelle et doublée d'une fracture civilisationnelle importante, peut l'imaginer, y compris contre un gouvernement de pauvres types à peine responsables de la situation installée bien avant eux...



Cela étant dit, que le gouvernement socialiste se rassure : les généraux catholiques non plus ne sont plus ce qu'ils furent... Le dépérissement anthropologique les a frappés peut-être plus encore que la moyenne, les amenant à se satisfaire au fond de leur uniformes hideux, pisseux et mal coupés, avec ces képis ridicules qui leur font des têtes d'idiots, et puis ces gants blancs qui leur font des mains

du clown Zozo... Non, décidément, les socialistes auraient tort de nourrir la moindre crainte par ces généraux qui, jusqu'à surprise totale, sortis de leur bonne messe à Versailles, ne sont au fond prêts à rien de décisif ni de réellement honorable, sinon d'attendre leur retraite pour s'abonner enfin à *Lecture et traditions* et fréquenter Chiré-en-Montreuil...

Le salut ne viendra que de quelques capitaines. *Netchaev*

Le bradage du patrimoine immobilier

Il faut ajouter au triste constat du Livre Blanc le dossier du patrimoine immobilier de la Défense. Le gouvernement envisage en effet d'offrir sur un plateau les emprises parisiennes du ministère à la Mairie de Paris via une cession gratuite ou une décote de 100 % (en partie déjà opérée sur le budget 2013) pour y construire des logements sociaux et répondre aux demandes de Bertrand Delanoë. Ces recettes extrabudgétaires liées à la vente de l'immobilier (rue Saint-Dominique et autres emprises dans le cadre du transfert vers Balard), qui représenteraient entre 350 et 400 millions d'euros, étaient pourtant censées compenser les coupes dans les crédits d'équipement.

Nous ne cessons de le répéter depuis plusieurs semaines : c'est la guerre ouverte dans l'Armée entre les cadres catholiques des unités opérationnelles et le cabinet franc-maçon de Le Drian.

Valls craint-il un coup d'Etat ?



Si l'Armée n'est habituellement par perméable aux fractures politiques, elle est, ces temps-ci, très visiblement traversée par la fracture civilisationnelle de notre printemps Français... et ce sont pratiquement toutes les familles d'officiers catholiques qui se trouvent représentées dans les manifestations contre la Loi Taubira... Dans les manifestations comme dans les arrestations, cela va de soi...

Quatre généraux dans l'Etat-major de Civitas.. L'ancien gouverneur militaire de Paris, le général Dary, recruté par Frigide Barjot pour organiser les cortèges... le frère et les enfants du général Puga, chef d'Etat major de l'Elysée, en tête de certaines manifestations... La fracture civilisationnelle se voit dans l'Armée...

Comme se voit aussi la profonde opposition qui oppose désormais les officiers catholiques concentrés dans les unités opérationnelles (para, marsouins, forces spéciales, chasseurs alpins, cavalerie...) et les loges maçonniques qui dominent chez les matheux de l'artillerie, de la missilerie nucléaire, du Contrôle Général, du génie, de l'intendance et du services de santé...

Aussi, le ministre de la Défense Le Drian, son conseiller François Roussely et le chef de cabinet Lewandowski, tous trois franc-maçons appartenant à un réseau ayant préalablement niché à EDF, ont-ils demandé à Manuel Valls de lancer quelques limiers des RG sur le dos de ces officiers et généraux qui se laissent ainsi aller à quelques états d'âme ou, en tout cas, votent contre le socialisme avec leurs pieds en arpentant les cortèges de la *manif pour tous*... ou en collant des affiches comme le faisait récemment un général de l'Armée de Terre surpris et contrôlé par une patrouille de police au milieu

de quelques militants identitaires et Lys Noirs...

Dans son édition du 22 mai, le Canard Enchaîné, chargé de sonner la mobilisation contre les séditions nous apprenait que deux enquêtes sont actuellement en cours au sein des armées. Deux enquêtes qui visent essentiellement ceux qui voient d'un oeil favorable le mouvement de la "Manif pour tous"....

"L'activisme des militaires antigays a été jugé assez sérieux pour que le gouvernement ordonne deux enquêtes", peut-on en effet lire dans les colonnes de l'hebdomadaire satirique. "Troublé par le nombre d'enfants d'officiers parmi les jeunes interpellés, notamment chez les "veilleurs" qui font des sit-in pacifiques", le ministre de l'Intérieur, Manuel Valls, "a demandé à la DCRI de s'informer sur ce que ces 'agités' (sic) manigançaient", écrit le Canard Enchaîné.

Quant à l'autre enquête, elle a été confiée à la DPSD (Direction de la Protection et de la Sécurité de la Défense) afin de "repérer les meneurs au sein de l'Institution" militaire.

Il s'agit naturellement de garder un oeil sur les militaires ayant des liens avec l'Institut Civitas, (quatre officiers généraux en 2ème section siègent à son conseil d'administration) ou avec les autres organisations constitutives du *Printemps Français*.

Sur fond de la lutte au couteau dont l'enjeu est la récupération des avancements internes par les franc-maçons du cabinet du Ministre contre le chef d'Etat-major général des Armées nommé du temps de Sarkozy, les répercussions du mariage gay dans les casernes prennent parfois une tournure cocasse.

Ainsi, si l'on en croit une anecdote rapportée par La Lettre A, le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, a été interpellé sur cette loi à l'issue de la présentation du dernier Livre Blanc, le 29 avril dernier, au Conseil supérieur de la fonction militaire extraordinaire (CSFM).

"Rassurez-vous, monsieur le ministre, le mariage pour tous, ça ne s'appliquera pas aux armées?...Vous imaginez si, à la soirée du régiment, le colonel déboule avec son copain?" lui aurait demandé l'un des officiers supérieurs présent ce jour-là.

Ce à quoi M. Le Drian, qui n'en serait pas "revenu", a répondu : "C'est une loi de la République, elle s'applique à tous."

Quoi qu'il en soit, l'idée d'un coup d'Etat militaire salvateur, entraînant une sorte de «révolution des oeilletons à la française», semble faire son chemin jusque dans les cercles les plus haut du parti socialiste et du Grand Orient secoué par les manifestations organisées jusque sous ses fenêtres par le Printemps Français.

Le Lys Noir et le mouvement du 6 Mai ne seront bientôt plus seuls à crier cette évidence que les socialistes ne partageront évidemment jamais avec nous : seuls peuvent nous sauver. les officiers catholiques des unités opérationnelles, premiers visés par les réductions diverses contenues dans le nouveau Livre Blanc et principales cibles du fichage politico-religieux qui se met discrètement en place à la demande des ministres illégitimes Valls et Le Drian.

Aussi, messieurs les capitaines et colonels, puisque vous êtes déjà fliqués, allez-y donc ! Le Lys Noir espère intensément vos chars !

Le général Benoit Puga restera dans l'armée jusqu'au 31 août 2014. Après, ce sera trop tard... Nous aurons perdu une chance inouïe...

De Villiers : un chouan comme major général



Le général d'Armée Pierre Le Jolis de Villiers de Saintignon, est le frère de Philippe De Villiers. On sait donc ce qu'il en dans la tête. C'est un général catholique, autant dire un cauchemar pour un gouvernement socialiste.

Surtout que Philippe de Villiers n'est pas pour rien dans la carrière de son frère qui, en 2010, trouva un point d'orgue lorsque après le ralliement du MPF à Sarkozy, il quitta son poste de chef du cabinet militaire du Premier-Ministre François Fillon (ex-souverainiste) pour devenir Major général des Armées. A ce titre, le MGA Pierre De Villiers dispose d'un officier général adjoint et de cinq sous-chefs d'état-major.

Pierre De Villiers est plus jeune que Philippe, le chef de famille. Pierre est né le 26 juillet 1956 à Boulogne en Vendée.

Après Saint Cyr, Pierre de Villiers a choisi la cavalerie. En 2006, il a pris le commandement de la 2ème brigade blindée d'Orléans, une brigade alors idéale pour marcher sur Paris mais que Pierre de Villiers n'utilisa pas contre la République qu'il méprise pourtant notoirement à l'exemple de son frère Philippe.

Commandant du *Regional Command Capital* de Kaboul (Afghanistan) dans le

cadre de l'ISAF, le général Pierre de Villiers est à la fois un opérationnel (En juin 1999, il commande pendant 5 mois le bataillon d'infanterie mécanisée de la Brigade Leclerc, entrée en premier au Kosovo avec l'opération KFOR) mais aussi et surtout un brillant officier d'Etat-major.

Cependant, De Villiers, qui fut à trois reprises instructeur des sous-officiers et des lieutenants à Saumur, possède une excellente connaissance des officiers opérationnels de cavalerie d'aujourd'hui.

Si Puga était jugé trop proche de la retraite pour remplacer l'amiral Guillaud, Pierre De Villiers serait naturellement bien placé pour succéder à son supérieur direct. Seulement, voilà, il y a son nom... et ses convictions politiques et religieuses qui ne collent pas vraiment avec l'air du temps...

REEMPLACER GUILLAUD, UN CHOIX CORNÉLIEN POUR LES SOCIALISTES...

D'un autre côté, par phénomène de pauvreté générationnelle, les socialistes et franc-maçons du Grand Orient n'ont, pour remplir le poste suprême, personne d'autre que des officiers opérationnels de sensibilité catholique... C'est moche... c'est bête... Mais c'est le prix à payer aujourd'hui pour avoir été si longtemps ab-

sents du pouvoir... Cela fait 18 ans que les militaires cohabitent gentiment avec des présidents de droite...

Du point de vue qui est le leur, les socialistes, à moins de révolutionner toutes les subtiles procédures d'avancement au sein de l'armée, seront donc obligés d'en passer par le choix d'un général le moins à droite possible, un peu comme lorsque le Président Salvador Allende avait choisi Pinochet au milieu de plusieurs brutes beaucoup plus «dangereuses».

Non... on plaisante... Mais non, en fait... Ce sera pareil, au fond... N'importe quel général de l'armée de terre qui sera choisi pour remplacer bientôt l'amiral Guillaud au commandement suprême sera capable de péter dans les mains du premier gouvernement socialiste tombé à moins de 10% de satisfaits dans les sondages du Figaro... C'est une évidence depuis que François Hollande a voulu jouer avec le feu dans l'affaire du mariage gay...

**Arsenal
tous les mois**

Le général Benoit Puga restera dans l'armée jusqu'au 31 août 2014. Après, ce sera trop tard... Nous aurons perdu une chance inouïe...

Benoît Puga, le général idéalement placé

Cela fait bien longtemps qu'un général royaliste et catholique ne s'était pas approché de si près du pouvoir suprême ou du moins de la possibilité de le prendre. Pourtant, le général Benoit Puga, ne bouge pas.

Qu'attend-il ? Attend-il de franchir la dernière marche en étant investi bientôt comme chef d'Etat-major des Armées puisque le poste reviendra cette fois-ci obligatoirement à un officier de l'armée de terre, comme lui, et qu'il est de tradition que cela soit le chef d'Etat-major de la présidence de la République qui succède à ce poste de confiance, comme le fit précédemment l'amiral Guillaud qui passa comme tant d'autres avant lui de l'Elysée au commandement suprême...

Bonne tête sans calvitie, regard droit, ventre plat, à 57 ans, Benoit Puga est encore un sportif. Il reste un «para-légionnaire» dans l'âme.

Mieux, il a pour lui la légende héroïque d'avoir sauté avec la 3ème section du 2ème REP il y a 35 ans sur Kolwezy quand il n'était encore qu'un tout jeune lieutenant avec son copain Bruno Dary qui vient d'abandonner le poste de gouverneur militaire de Paris pour rejoindre Frigide Barjot !

Côté catholicisme, chacun sait en tout cas ce que Benoit Puga a dans la tête. Son frère l'abbé Denis Puga n'est-il pas un très proche de *Civitas* puisque officiant à St-Nicolas du Chardonnet aux côtés de l'Abbé Beauvais, l'abbé aux rangers ?

Bref... Benoit Puga est dépositaire de l'espoir secret de tous ceux qui imaginent le pire... et un meilleur qui suivrait brusquement !

Confirmé dernièrement par François Hollande à son poste de chef d'Etat-major de la Présidence de la République, Benoit Puga est encore idéalement placé...

La seule chose qui pourrait donc lui arriver c'est un veto maçonnique puissamment orchestré depuis le cabinet du ministre de la défense où Puga inquiète les «frères» du Grand Orient avec ce catholicisme intégriste qui ne laisse pas supposer beaucoup de respect pour la République...

Surtout que l'hypothèse de temps troublés devant nous n'est plus à écarter désormais...

UN PARCOURS EXCEPTIONNEL

Avant d'être nommé chef de l'Etat-major particulier du président Nicolas Sarkozy, Benoit Puga fut directeur du renseignement militaire. C'est là qu'il a collectionné ce qu'il était bon pour lui de savoir -sur Cahuzac et sur d'autres-. Il n'est donc pas sans «biscuits» comme on dit...

Ancien saint-cyrien passé à la Légion étrangère le temps de sauter sur Kolwezi avec le 2ème REP, Puga a ensuite participé à de nombreuses opérations extérieures françaises, du Tchad au Kosovo en passant par le Liban, Djibouti ou la Cénafrique. Bref, c'est notoirement un centurion alrs que ses ennemis franc-maçon du Contrôle Général sont des



hommes aux mains plutôt blanches et fines...

En tant qu'officier de quart au Centre Opérationnel de l'armée de Terre entre 1984 et 1996, Puga connaît tous les officiers des unités opérationnelles.

Mieux encore, en 1996, Puga prend le graal des officiers parachutistes : il prend le commandement du 2e REP et participe à la tête de cette unité aux opérations Almandin 2 et 3 à Bangui (RCA) en 1996 et 1997, puis Pélican 1, 2 et 3 à Brazzaville (Congo) en 1997. Il assume en particulier le commandement de l'opération Pélican 3.

En 1999, il participe aux négociations sur le déploiement de l'UNMIK au Kosovo et sur le pacte de stabilité dans les Balkans.

Summum : en septembre 2004, Puga prend le commandement des Opérations spéciales à Taverny, qui déménagera sur la base aérienne de Villacoublay en avril 2006.

Parcours «opérationnel» d'élite, inégal aujourd'hui dans l'armée, le général Puga aurait évidemment aucun mal à se faire obéir de ses pairs des unités opérationnelles...

mais le sait-il ? Y-a-t-il déjà pensé ?

Un général royaliste et tradi parvenu au sommet de l'armée de la République peut-il avoir déjà pensé à marcher sur l'Elysées avec quelques troupes ?

Bien sûr que oui... Il l'a pensé...c'est sûr...

Mais ce qui est tout aussi certain, c'est que jusqu'à présent, il l'a formellement exclu... Autrement, on l'aurait vu... ça se remarque encore des chars Leclerc sur la place de la Concorde...

Ah ces généraux qui n'ont jamais que la tête à la fidélité et pas à la politique !!!

Dommage pour nous !

Jean-Baptiste Ravachol

Hormis un article sommaire publié par Jean Guisnel dans *Le Point* et parlant du «Tabou des frères dans l'Armée», il n'existe aucun ouvrage sur le sujet et la grande presse ne s'y est jamais intéressé. Nous, si !

Le Grand Orient a pris le contrôle de l'armée



Jean-Yves Le Drian
Ministre de la Défense

Fidèle ami de François Hollande et membre du Grand Orient de longue date, Jean-Yves Le Drian maire de Lorient, qui dispose d'une forte implantation maçonnique dans la base navale, a pris les rênes du ministère de la Défense.

Il a aussitôt nommé un bon quadragénaire nommé Cédric Léwandowski, au poste de directeur du cabinet du ministre. Léwandowski est un initié influent qui a déjà fait ses armes au sein d'EDF, à la direction de la Division Collectivités territoriales - celle qui est en contact avec les «élus de la République».

Selon la tradition républicaine, les frères sont nombreux parmi les officiers et la nomination de Le Drian n'a pas fait de vagues, au point que personne n'en parle vraiment nulle part...

Bien que Le Drian ait accompli son service militaire dans l'intendance, son unique expérience intime avec l'Armée, il veut maîtriser les ressources humaines, c'est à dire les passeurs d'ordres et de commandes...

Pour cela, le ministre de la Défense s'est entouré d'hommes de

confiance, généralement issus du monde civil, soucieux semble-t-il de réaffirmer le contrôle du politique sur la «grande muette».

L'équipe Le Drian a la particularité d'être marquée par une forte «fraternité». On y trouve entre dix autres exemples, outre Cédric Léwandowski, directeur de cabinet du ministre, Alain Simon, contrôleur financier de l'ECPAD, qui était pressenti l'an dernier pour devenir grand maître du Grand Orient de France.

Le cabinet du ministre entend clairement «arracher le pouvoir aux militaires» pour «redonner la primauté au politique» et faire tomber au passage le chef d'Etat major des Armées (CEMA), l'amiral Edouard Guillaud, qui est évidemment coupable... d'avoir été nommé par Nicolas Sarkozy.

L'autre homme fort du ministère n'est autre que la Franc-maçon François Roussely, 67 ans, qui n'apparaît dans aucun organisme, mais qui a assis notablement une véritable emprise sur l'Hotel de Brienne.

De nombreuses sources à la défense et dans les milieux industriels le confirment. Le pouvoir de

Roussely se fait notamment sentir au travers de Cédric Léwandowski, le directeur de cabinet de Jean-Yves Le Drian, dont Roussely est très proche parce qu'il est lui qui a fait sa carrière en le faisant entrer à EDF quand, lui, Roussely, en était le pdg de 1998 à 2004. Roussely est un homme de ce que l'on appelle couramment les réseaux Joxe, dont il a été le collaborateur au ministère de l'Intérieur, puis de la Défense. Enarque, proche de la gauche laïque, François Roussely a été également directeur général de la police nationale, avant de partir dans les entreprises publiques, brièvement à la SNCF et surtout à EDF.

Il faut dire que la filière nucléaire française civile, via le Commissariat à l'Energie atomique et à EDF, et plus encore la bombe atomique, a toujours été très liée aux maçons et au Ministère de la Défense. Ainsi, le Dicom Philippe Germain ou Christine Mounau-Guy, la conseillère parlementaire de Le Drian sont venus tous deux d'EDF pour nicher désormais au ministère.

C'est donc à EDF que François Roussely est devenu l'un des

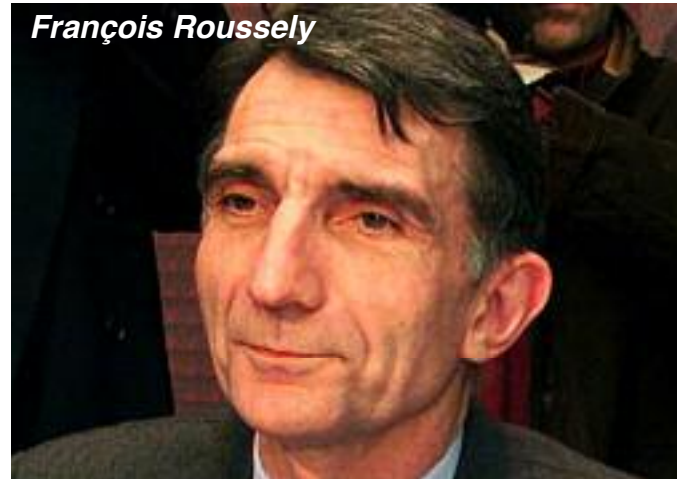
grands spécialistes français du nucléaire. Il a rédigé un rapport sur cette filière à la demande de Nicolas Sarkozy et s'est opposé à une autre figure de la "gauche industrielle" Anne Lauvergeon. Roussely cultive des amitiés bien au-delà des cercles socialistes : proche d'Henri Proglio (G.O) ou d'Alain Bauer (G.O), bien introduit dans les milieux proches du Golfe (Qatar, Emirats), il a été un des acteurs importants du monde des affaires sous la présidence de Nicolas Sarkozy. Avant de revenir en force avec le retour de la gauche au pouvoir.

François Roussely est aujourd'hui banquier, vice-président du *Crédit Suisse First Boston* pour l'Europe. Mais il connaît aussi très bien le ministère de la défense, où il a été secrétaire général pour l'administration (1991-1994), puis directeur de cabinet du ministre Alain Richard (1997-98), déjà membre du Grand Orient.

Avec Roussely, on est au cœur même de l'oligarchie française et de son «noyau nucléaire». Avec Cédric Léwandowski (que Roussely rencontre au cabinet d'Alain Richard) on est au cœur de la «convivialité» du Grand Orient.

Le trio Le Drian-Roussely-Léwandowski a décidé de s'appuyer sur le corps du Contrôle Général des Armées pour affirmer à nouveau la supériorité du politique... et d'une certaine «convivialité»...

François Roussely



Pour établir leur emprise sur le corps des officiers et l'armée en général, Léwandowski, Roussely et Le Drian s'appuient prioritairement sur le corps du contrôle général. Ce dernier, qui se voit comme la "crème de l'élite" n'a jamais digéré le décret de 2009, qui donne, sans doute à juste titre, des pouvoirs étendus au Chef d'Etat-Major général des Armées (CEMA), qui met en œuvre les politiques de défense, et surtout commande les opérations.

Les technocrates purs du Contrôle Général sont presque tous d'anciens militaires ayant passé rapidement, faute de réelles perspectives d'avancements dans le domaine opérationnel où les officiers catholiques dominent largement, le concours très endogame de ce corps désormais largement nourri de défiance envers les officiers catholiques, même quand ceux-ci ne sont pas traditionalistes...

En effet, les officiers du Contrôle Général sont souvent très politisés, et le cabinet Le Drian, naturellement perméable aux positions du Grand-Orient, a rapidement fait siennes les vues de ces technocrates, vierges de coups de feu, du Contrôle Général.

De notoriété, les militaires opérationnels, s'ils ne sont pas tous exempts de perméabilité aux amitiés politiques et maçonniques, le sont beaucoup moins que les contrôleurs. Le clivage au sein de l'armée est entièrement là. Seulement, depuis un an, c'est une fracture ouverte et tous les coups sont désormais permis entre les deux citadelles...

L'enjeu est de taille car si les contrôleurs devaient l'emporter, il semble clair à tous les hiérarques es officiers opérationnels perdraient ce qui leur reste d'in-

fluence, notamment dans la promotion interne...

Au centre de ce combat, le chef d'état-major des armées, Edouard Guillaud, aurait fait récemment connaître à l'exécutif sa volonté de jeter finalement l'éponge immédiatement après la stabilisation de l'intervention au Mali. Sapé par le cabinet, l'amiral Guillaud quitterait prochainement le navire, le dernier après les patrons de la DGSE, de la gendarmerie et du Raid qui ont déjà été tous «nettoyés».

Discrettement, Edouard Guillaud a fait savoir que seule une démission de Benoît Puga, chef d'état-major particulier du président de la République, pourrait le convaincre de rester en place, sachant qu'il serait contraire à l'intérêt supérieur du pays que l'institution soit décapitée simultanément de ses deux chefs les plus influents. Voilà une manière habile de tenter de mettre une quene au cabinet en faisant la promotion de Puga, mais il n'est pas certain que cela marche car l'accession de Puga à son poste est probable mais pas automatique...

Quoi qu'il en soit, le corps du «Contrôle Général des Armées» poursuit son offensive de couloirs. Guillaud et Puga, nommés dans leurs fonctions par Nicolas Sarkozy, pensaient sauvegarder la «doctrine Georgelin», du nom d'un général qui a occupé successivement les deux fonctions de 2002 à 2010 en marginalisant le ministre de la défense au point qu'un des titulaires du poste, Gérard Longuet, expliquera qu'il ne «servait à rien».

De fait, un décret de 2009 a officialisé le renforcement du chef d'état-major des armées qui est, sous l'autorité du président de la



Cédric Léwandowski
Directeur de cabinet du Ministre de la Défense

République, responsable de l'emploi des forces et assure le commandement des opérations militaires et a autorité sur les chefs d'état-major de chaque armée ainsi que sur les directeurs et les chefs des organismes interarmées.

Aujourd'hui, Cédric Léwandowski, directeur de cabinet de Jean-Yves Le Drian, tirant habilement pour son ministre tous les bénéfices de l'opération au Mali et d'arbitrages budgétaires présentés comme moins sévères que prévus, travaille à une série de décrets revenant sur le texte de 2009 afin d'abaisser les prérogatives des chefs militaires. «Alors que les efforts demandés restent immenses, on nous humilie, Léwandowski est un saboteur» explique en douce le général Bruno Dary, ancien gouverneur militaire de Paris, membre de la tendance des officiers opérationnels catholiques...

Car, malgré ses rondeurs et sa mentalité de mangeur de cassoulet, Cédric Léwandowski est maintenant proprement haï. Non issu du sérail, formé par Alain Richard et François Roussely, ce

quadra socialiste hérisse Benoît Puga qui s'en serait ouvert à François Hollande. L'occasion lui en aurait été fournie par la véritable purge qui a commencé au sein des services communication puisque la directrice de l'ECPAD (Etablissement de communication et de production audiovisuelle de la défense) Isabelle Gougenheim a été sanctionnée sur la base des conclusions d'un récent rapport (décembre 2012) du Contrôle général des armées...

En réalité, Isabelle Gougenheim a été simplement virée par Philippe Germain Délégué à la communication (Dicod), protégé par son «frère» Léwandowski.

Avis aux amateurs ! Faut-il pour autant parler d'un malaise profond dans les rangs de la grande muette ? Pas vraiment. Cette ambiance à couteaux tirés existe depuis longtemps, depuis 1961 et sous Nicolas Sarkozy, ce n'était guère mieux puisque le lien direct noué par les chefs d'Etat-major avec l'Elysée avait surtout valu aux généraux une série de spectaculaires vexations publiques...

Netchaev

Hormis un article sommaire publié par Jean Guisnel dans *Le Point* et parlant du «Tabou des frères dans l'Armée», il n'existe aucun ouvrage sur le sujet et la grande presse ne s'y est jamais intéressé.. Nous, si !

Armée : la guerre des obédiences



François Thual
Grand-Maître de la Loge des Cultures et de la Spiritualité (GLCS)
et de la Grande Loge mondiale de Misraïm (GLMM).
Véritable maître de la Fraternelle qui tente de faire vivre ensemble le GO et la GNLF

Si il n'y avait pas cet incongruité bien française des officiers catholiques, souvent traditionalistes, concentrés dans les unités opérationnelles, notamment parachutistes et forces spéciales, le contrôle de la franc-maçonnerie sur l'armée serait total..

Sauf qu'alors, l'opposition entre Grand Orient et GNLF, bien plus saignante parce qu'elle vise le contrôle des commissions liées aux contrats d'armement, éclaterait au grand jour...

En effet, si le G.O peut être assimilé à une sorte d'anti-France en complot permanent, c'est passablement différent à la GNLF qui n'a, au fond, été inventée que pour contre-balancer l'influence du G.O par une sorte de maçonnerie patriotique, droitière, tout aussi affairiste que le G.O mais sans hostilité envers le catholicisme...

Mais aujourd'hui, la GNLF pèse peu dans les postes de décision. Depuis l'élection de François Hollande et la nomination de Jean-Yves Le Drian au ministère de la défense, le contrôle maçonnique sur l'armée et sur les

contrats d'armement est sans partage ou vise à l'être...

Le dispositif du Grand Orient dans l'armée est ancien. Il est même consubstantiel à la République depuis 1877. Autrefois, c'est dans l'artillerie et la marine que la franc-maçonnerie était la mieux représentée. Cela dit, après les guerres de décolonisation et l'ère gaulliste, la maçonnerie avait éprouvé un coup de mou. Elle s'est ressaisie depuis. Notamment à partir de 1981, quand le général Imbot, initié devient immédiatement Général de corps d'armée en grillant des politesses pour être promu général d'armée en mars 1983 et Chef d'état-major de l'armée de terre (CEMAT) la même année par décision du ministre de la défense Charles Hernu, franc-maçon notoire lui aussi, qu'il donnera plus tard toute autorité sur la DGSE après la capotage de l'opération *Rainbow Warrior*..

Depuis trente ans, la «petite main» du G.O dans l'armée n'est autre que le capitaine à la retraite Philippe Guglielmi, initié à la loge Fidèles d'Hiram à Rueil-Malmaison, qui est rapidement monté dans la hiérarchie du Grand Orient civil jusqu'à en de-

venir le grand-maître, de 1997 à 1999.

Officiellement le Grand Orient bénéficie d'une couverture pour agir au sein de l'appareil militaire : c'est l'Ader. L'Association Défense et République réunit militaires de tous grades et obédiences, réservistes, industriels de l'armement, journalistes spécialisés, etc. Seule condition : être franc-maçon. Ader est l'héritière du *Groupement amical de la défense nationale*, que Philippe Guglielmi avait dissous par précaution, craignant que les affaires de corruption maçonniques jugées à Toulon n'emportent finalement toute son escadre par le fond... L'Ader possède une dizaine de « cercles », dont le cercle Augereau, à Paris. Ce dernier coexiste avec le Cercle Soult à Montpellier, Chevalier Saint-Georges pour les garnisons outre-mer, le cercle Lafayette à Bordeaux, le Cercle Massimy à Lyon, etc..

Capitaine de vaisseau retraité, Alain Fumaz est l'un des pontes de l'organisation du G.O de la rue Cadet, à Paris.

Face au Grand Orient, la

GNLF dispose des Enfants de Mars, la loge du prytanée de La Flèche (Sarthe) et d'une seule des cinq loges des cinq ports de guerre historiques, à savoir Toulon (La Réunion), Lorient (Nature et philanthropie), Rochefort (L'Accord parfait), Cherbourg (La Solidarité Jean-Goubert) et Brest (Les Amis de Sully) où les médecins militaires de la flotte ont toujours été en nombre.

C'est peu. Il faut dire que la GNLF se remet difficilement du scandale qui entoura il y a quelques années son principal représentant dans la haute hiérarchie militaire, le général cinq étoiles Raymond Germanos, inspecteur général des armées, pris par la patrouille dans une sordide affaire de pédophilie.

Certes, sous la direction du colonel Patrick Lavarde, la GNLF dispose également de quelques loges dans l'aviation et l'armée de terre où les officiers catholiques traditionalistes la tolèrent davantage à leur côté, mais la GNLF a, en réalité, été saignée par la scission de François Thual, parti en 2003 fonder la Grande Loge des Cultures et de la Spiritualité (GLCS).

Depuis 1981, les franc-maçons du Grand Orient font un retour en force dans l'Armée, noyant d'abord l'intendance, les arsenaux, l'artillerie nucléaire, les services sanitaires, les écoles, et le «contrôle général».



Philippe Guglielmi
Ancien Grand-Maître du Grand Orient
Président de l'ADER, Association Défense et République
(ADER, comme j'adhère.. Grossier clin d'oeil.)

Antichambre de la Grande Loge mondiale de Misraïm (GLMM) également fondée pour lui-même, la Grande Loge des Cultures et de la Spiritualité devait devenir rapidement une entité affairiste taillée sur mesure pour cet ancien poulain du général Jannou Lacaze, dit le Sphinx, un mafieux de grande envergure qui, après avoir dirigé l'Armée, se lança en politique en 1989 sans succès, devenant tout de même député européen CNIP avant de fonder son propre parti, l'UDI (déjà). En 1995, le général Lacaze a fondé tout naturellement *Le Conseil Commercial et Industriel Franco-Irakien*, pour vendre des Armes à Saddam Hussein et percevoir les commissions liées à ce genre d'exercice..

François Thual, ancien fonctionnaire civil du Ministère de la défense ayant travaillé dans plusieurs cabinets ministériels, a enseigné la géopolitique des religions au Collège interarmées de défense, -aussi appelé École de guerre- et a écrit ou coécrit une trentaine d'ouvrages consacrés essentiellement à la méthode

géopolitique et à son application à diverses contrées du monde. Guénonien passionné de soufisme, il s'est notamment intéressé aux religions orthodoxe, chiite et bouddhiste, ainsi qu'à plusieurs régions troubles comme le Caucase.

Il est actuellement conseiller au Sénat et enseigne au Collège interarmes de défense ainsi qu'à l'École Pratique des Hautes Études.

Ses travaux comptent dans un renouveau de la géopolitique française néo-réaliste. Il a notamment inspiré Aymeric Chauprade (comme lui franc-maçon hostile au Grand Orient) dont il est très proche et qui lui a succédé un temps à la chaire de géopolitique de l'École de Guerre.

Malgré cette hostilité mutuelle entre G.O et GNLF, la présence de la Grande Loge des Cultures et de la Spiritualité (GLCS) de François Thual a permis la création de quelques fraternelles inter-obédiences comme celle des auditeurs de l'Institut des hautes études de la Défense nationale, la fraternelle Joffre, ainsi que *Les Amis de*

Moncey, réservée aux gendarmes, un corps très hautement pénétré par le G.O qui contrôle également les annexes de l'armée, à savoir le centre d'expérimentation nucléaire (CEA) mais aussi beaucoup d'industriels de la Défense du passé (Pierre Faurre, patron de la Sagem, membre de la GL, ou Serge Dassault, membre G.O, Emmanuel Duval (G.O) et autant de patrons contemporains de ce secteur sensible à toutes les «convivialités».

Face à un pareil «mitage», seul le général Dominique Chavanat, chrétien de gauche et petit neveu du père Savin, (fondateur du scoutisme catholique), dans la revue des saint-cyriens, *Le Casoar*, fustigea en 2003 l'observation par les francs-maçons du secret de leur appartenance et la double hiérarchie que la discipline maçonnique impose à l'armée...

L'article, pour avoir fait grand bruit, ne changea naturellement rien à la chose...

Netchaev le vieux

Et la GNLF dans tout ça ?

Entre le Grand Orient et les officiers catholiques fréquentant les bonnes messes, à Versailles par exemple, il y a la Grande Loge Nationale de France (GNLF).

Du point de vue politique, la GNLF dans l'armée ne se veut pas moins patriotique que les officiers traditionalistes qu'elle parvient même parfois à séduire en recourant à René Guénon, franc-maçon «traditionaliste» dont l'oeuvre constitue toutefois une efficace préparation à l'initiation.

D'une manière générale, la GNLF est très influente dans les milieux de la droite nationale française où elle recrute aussi bien chez les ésotériques chrétiens, tels l'actuel Comte de Paris, que chez quelques néo païens.

Proche de la droite, très présente à l'UMP mais aussi au Front National, on découvre la GNLF jusque dans tous les mouvements traditionalistes, y compris dans des mouvements anti-maçonniques tels que l'Action Française dont le principal dirigeant, le sociologue Michel Michel, est membre de la GNLF.

Rejetant l'anticléricalisme du G.O, ses membres défendent, en effet, la messe en latin, le rite de Saint Pie V ! D'ailleurs, ils sont résolument anti-modernes à leur façon. Ils peuvent donc se présenter en alliés des catholiques traditionalistes et, politiquement, de la droite, au point de ne voir même aucun inconvénient à adhérer à un mouvement d'extrême droite.

La maçonnerie régulière parce qu'elle est une gnose monopoliste, qui assume sa fidélité à la Tradition et qui combat toutes les formes de modernisme peut aisément séduire un catholique, d'autant que sa filiation lointaine avec les chrétiens naîfs de la Renaissance, qui croyaient pouvoir mettre le «monothéisme païen» au service de l'Église la relie franchement à la Chrétienté.

Naturellement, au sein de l'armée, la GNLF ne pratique donc pas la même hostilité que le Grand Orient vis à vis des officiers catholiques, ce qui explique très largement la présence parfois surprenante de généraux tel que les De Villiers, Dary et Puga aux plus hautes responsabilités, soutenus qu'ils sont en réalité par la GNLF soucieuse de faire impérativement barrage au Grand Orient...

Les officiers GNLF sont très souvent «bonapartistes». Pour tous les spécialistes des arcanes militaires, s'il devait exister un jour un complot militaire afin de renverser un gouvernement, c'est à la GNLF que cela se produirait...

On fêtait la semaine dernière le 39ème anniversaire du coup d'Etat militaire baptisé ensuite «Révolution des Oeillets». Dernier Putsch réussi d'Europe occidentale, celui-ci mérite qu'on l'étudie.

25 Avril : Coup d'état dans un ciel clair

Le coup d'Etat militaire du 25 avril 1974 à Lisbonne, qui sera ensuite baptisé «révolution des oeillets», survint dans un ciel parfaitement clair...

Pourtant, n'avons-nous pas toujours entendu dire qu'un coup d'Etat ne pouvait survenir qu'au bout d'un long processus de contestation politique en concluant alors un état d'exaspération générale placé auparavant à son comble...?

Rien de tout cela au Portugal en 1974. Quand le capitaine romantique Otelo de Carvalho, un brin gauchiste, lance son unité dans la nuit en direction de Lisbonne, il le fait dans un pays calme qui ne conteste rien sur le fond et qui ne se plaint pas moins, pas plus, qu'une opinion publique d'aujourd'hui dans un pays stagnant...

En tout cas, le Portugal n'est assurément pas traversé par un large mouvement de contestation dans la rue, il n'y a même pas un chouïa de terrorisme de la tension comme dans l'Espagne voisine avec le GRAPO ou ETA... les chefs socialistes et communistes sont en exil à Paris, se réunissant à des terrasses du boulevard Saint Germain, avec tout ce qui leur sert d'appareil révolutionnaire dans une pauvreté militante affligeante... Le peuple mange à sa faim... le Portugal n'a pas un escudo de dette... Géré en bon père de famille radin par Salazar pendant quarante ans sous un régime absolument inédit de démocratie chrétienne autoritaire, le Portugal n'est même pas fasciste au sens commun du terme... Salazar, comme son successeur Caetano, n'était que président du Conseil et c'est même un général qui est président de la République honorifique... De son côté, la police politique ne veille qu'à l'essentiel, à savoir l'interdiction de la propagande anticolonialiste... militairement, hormis la guérilla des marais de la Guinée Bissau où il n'y a rien que des crocodiles, le Mozambique et la riche Angola, représentant ensemble vingt fois le territoire portugais sont parfaitement sous contrôle, les guérillas y ont été éradiquées par ou forcées à se réfugier de l'autre côté des frontières.. Il n'y a pas un seul chômeur, pas un seul.. et tout émigré portugais ne fait que manquer à son économie nationale...

Ancien pays pauvre, le Portugal est alors parvenu à n'être que le dernier pays d'Europe occidentale. Au Portugal, à cette époque, on écoute comme ailleurs les *Doors* et les *Pink Floyd*, les consciences sont libres, les journaux le sont presque à la condition d'une courtoisie minimale pour le gouvernement...les jeunes hommes ont les cheveux longs bouclés à la Julien Clerc.. des pantalons en «patte d'eph»,

des pulls courts en *shetland* ras du nombril, les plus vieux sont en costards mal taillés et perméables aux poussières grises d'un pays du Sud... Marcelle Caetano est même en train de tenter d'assouplir le régime et de le mettre au goût de la modernité qui commence à suinter de partout, à travers les frontières, par les ondes, la télévision, les téléphones, le cinéma américain, les beaux rêves truqués racontés par les émigrés qui fanfaronnent toujours...

Seulement, voilà, cela fait six ans que le docteur Salazar ne gouverne plus son pays depuis sa ridicule maison de ville située au 91 de la Rue Duque de Loulé, sorte de génie économe et volontairement célibataire attelé à son travail d'Etat comme un prêtre à sa cure, ne mobilisant à son service aucun serviteur, aucun garde du corps, juste une cuisinière, Salazar a quitté ses fonctions en 1968...

Seulement, voilà, le Portugal s'ennuie sous

son catholicisme encouragé, il a faim de Julia Cristel, de porno français, et de culture urbaine et individualiste... Bref, le portugais des villes, alors très minoritaire, rêve à des choses que le Portugais des champs n'oserait même pas soupçonner l'existence... Le Portugal de cette époque est encore bourré d'hommes anciens qui, lorsqu'ils sont exubérants, sont seulement anarcho-syndicalistes..

Pourtant, malgré ce peuple «lisboète» qui lui échappe par l'imaginaire, le régime de l'*Estado Novo* tient encore bon. Il est scrupuleusement honnête, sans mafia ni insécurité, ce qui détonne dans un pays du Sud... Il est enfin fermement appuyé sur un renoncement total de l'opinion publique à le contester. Pas une seule manifestation n'est venue en coup de semonce.. le ciel est clair, le temps est calme... Qui pourrait prévoir ce qui va arriver. ?



Le gouvernement Caetano et son régime hérité de Salazar va tomber sur une bêtise... sur une raideur inutile, comme en ont souvent les gouvernements incontestés depuis un demi-siècle.... Alors qu'une partie de l'Armée derrière son héros le général Spínola, ancien volontaire aux côtés des Allemands sur le front de l'Est, pas vraiment un subversif, pousse à une solution fédéraliste avec les colonies africaines, Caetano s'en tient à une fixité colonialiste totale agrémentée cependant de mesurées locales... Spínola et son collègue Costa Gomes insistent... On les révoque respectueusement... On les victimise... Ils se sentent donc investis de quelque chose...

Là-dessus, de façon parfaitement fortuite, le gouvernement prend une autre mesure qui aurait paru anodine en d'autres temps, mais qui ne le sera bientôt plus : Pour des raisons d'économies drastiques, il décide d'élargir le

recrutement des officiers subalternes et d'allonger le service de ces officiers au rabais. Les Capitaines et lieutenants d'active le prennent immédiatement pour une menace envers leur statut... Les premières réunions d'officiers sont convoquées uniquement sur ce thème corporatiste... qui, comme toujours en pareille occasion, sera rapidement habillé de revendications plus nobles, plus généreuses... Et cet habillage, c'est la volonté d'en finir avec une certaine forme de colonisation et donc de tenter la méthode confédéraliste de Spínola inspiré, comme de Gaulle, par l'idée d'une sorte de commonwealth lusitanien...

Le 25 avril ne fut donc que la rencontre entre un coup d'Etat corporatiste et une foule totalement surprise, totalement impréparée à toute idée de révolution mais qui découvrit que les militaires les laissaient monter sur les chars et leur accrocher des oeillets au bout des

fusils... C'est une joie née d'une intense surprise qui emporta tout dorénavant. ..

Cela dit, jamais la «révolution des oeillets», ne put réellement faire oublier sa conception de hasard, la surprise d'un peuple recevant sa révolution des mains de quelques pilotes d'automitrailleuses...

Le coup d'Etat du 25 avril resta donc jusqu'au bout une révolution imméritée parce que reçue en cadeau des militaires sans que les civils n'y soient absolument pour rien..

Après quelques frayeurs et la mise au pas du bouillant Otelo de Carvalho, la révolution des Oeillets échoua finalement dans les bras de la social-démocratie et de l'Union Européenne qui achetèrent alors gratuitement l'adhésion du peuple portugais à coups de dettes gigantesques, ce que n'aurait certainement pas permis le rigoureux Docteur Salazar, qui avait ses défauts, mais pas celui-là...

Le coup d'Etat du 25 avril 1974, déclenché pour des raisons corporatistes de statut, démontre à lui tout seul qu'un coup d'Etat peut survenir dans un ciel parfaitement calme...

**Chaque
jeudi,** * à partir de 22h00



**lisez du
Printemps
Français
sur tumblr.com**



Recevez gratuitement
le PDF format «paysage»
en écrivant à :
Leslysnoirs@gmail.com

Qui sommes-nous ?



La revue mensuelle **Arsenal** est l'organe spécifique du **M6M - Mouvement du 6 mai**, regroupant plusieurs groupes militants à l'initiative du groupe fondateur, les **Cellules Solidaires du Lys Noir**. Le **Mouvement du 6 Mai** appartient lui-même à la mouvance du **Printemps Français** et s'oppose à la dérive anthropologique à laquelle est soumise la société française contre son gré. Le Mouvement du 6 Mai envisage un Appel à l'Armée dans une perspective de «révolution des Oeillet à la française» sous la présidence de Jean-Pierre Chevènement avec Philippe De Villiers comme premier-Ministre.

Le M6M n'est pas un nouveau parti politique. Notre mouvement ne pratique aucune exclusive et tolère la double appartenance avec des mouvements de toute nature car il n'est justement pas un de ceux-ci.

Le M6M milite pour une **union nationale dissidente, majoritaire, souverainiste**, qui ne peut être scellée qu'entre toutes les forces politiques qui l'ont déjà pratiquée en 2005 dans les faits, lors de la campagne du NON au référendum organisé à propos de la constitution européenne.

Ce camp du NON comprenait en 2005 et comprend encore : Les Lambertistes du PT-POI, ATTAC et les écolos anti-libéraux de Bové, le Front de Gauche, les montebourgiens du NPS, le MRC de Chevènement, les royalistes de gauche derrière Renouvin, mais aussi le PCD de Christine Boutin, les gaullistes de Debout la République et du courant souverainiste de l'UMP autour du trio Myard-Meunier-Labaune, CPNT, le MPF de Philippe De Villiers, la nébuleuse SIEL-RIF-UPR, le RPF de Christian Vanneste et le Front National (ou à tout le moins Gilbert Collard et Marine Le Pen elle-même)...

Dans la pratique, le front du refus populaire ne dispose d'aucune majorité parlementaire pour remplacer l'actuel régime en faillite. Un **recours à la force est donc devenu inévitable**. C'est pourquoi nous en appelons humblement à l'Armée afin qu'elle impose enfin ce changement total de perspective politique.



Arsenal

Mensuel
en version Web et journal
Tabloïd imprimé en Europe
ISSN «en cours»
Commission paritaire «en cours»

Contact :
Mouvementdusixmai@gmail.com
Mobile : 06 59 59 16 35

**Arsenal
la revue
du M6M**



mouvementdusixmai@gmail.com